CONTRIBUTIONS A LA CRITIQUE ARMEE LIBERTAIRE

AZIONE RIVOLUZIONARIA

initiative unilatérale est la seule qui puisse admettre l'auto-organisation de plus grandes couches de prolétarisés et puis de la population dans son ensemble. Il faut certes tenir compte des conditions de la hiérarchie, que les habitudes d'esclavage, le mépris de soi-même et l'encouragement à l'inhibition, le goût du sacrifice portent à la destruction même et à la destruction de tous les progrès de la liberté concrète. C'est pour cela qu'il est et qu'il sera utile, dès le départ, de neutraliser les ennemis de l'intérieur et les ennemis de l'extérieur, la lutte contre les marchandises libérera enfin la révolution par la transition, par l'encouragement aux lois de sa reproduction.

D'autant plus radicale est et sera la négation, d'autant plus forte sera la réaction interne et internationale, nous toucherons de la main l'unité mondiale du mode de production capitaliste. Les barrières qu'on désignait pour les dépasser exigent du temps et la révolution, le capital se vérifiant à n'importe quel endroit de la planète, à moins de ne pas modérer sa propre radicalité, devra affronter dans le meilleur des cas un boycott économique qui pourrait faire regretter à beaucoup les beaux temps de la domination de la marchandise. Le capital nous laisse en héritage le monde unilatérisé de la division du travail, la révolution devra se propager à l'aire indispensable de sa survie et développement, et cela comporte une ligne de développement non inégale de la guerre de classes. La guerrilla doit accélérer les temps de son internationalisation si elle ne veut pas succomber aux « lois » du développement inégal.

Le nouvel Etat européen accentuera cette unilatérisation et, en même temps, la répression des « provinces » rebelles, il faut que celles-ci cassent l'isolement en propageant la guerrilla de façon que les temps de l'Etat européen soient aussi les temps de sa subversion.

leur évolutionnisme et par leur positivisme, les indications de Jean Grave ont encore leur validité : « Les médecins ont noté que, durant les périodes tumultueuses, les maladies avaient un effet très mineur auprès des peuples agités : et cela est vrai, parce que la lutte, le mouvement, l'enthousiasme développent les forces vitales de l'individu et le rendent moins vulnérable aux coups des maladies. La longue période révolutionnaire que l'humanité devra traverser, exaltant chez l'individu toutes les passions qui lui donnent de la vitalité, contribue en grande partie à éliminer ces germes morbides qui entraînent l'humanité vers la décadence. La société future, en reconduisant l'homme à ses conditions naturelles d'existence, l'émancipera des maux et le reconduira sur la voie du progrès. »

UTOPIE ET REALITE

On peut difficilement nier que le projet communiste ici ébauché dans certaines lignes essentielles ne vit pas encore aujourd'hui dans le mouvement actuel. Nous l'avons élagué de nombreuses particularités, surtout parce qu'une grande partie des problèmes qui se poseront concrètement ne pourra être résolue que par la créativité réveillée : en anticipant aujourd'hui les solutions, même uniquement en imagination, cela contredirait complètement la thèse qui est le fond du projet même, un acte de confiance en la créativité générale dont le réveil constitue la fin et en même temps la condition de la révolution.

Le projet vit au cœur des hommes qui ont brûlé derrière eux les vaisseaux du vieux monde, par les assauts des banques, des prisons, des tribunaux, des casernes, des commissariats, des églises, des marchandises, par la capture et la liquidation des otages, des espions, des infâmes. La lutte contre l'Etat, contre ses structures centrales de répression, contrôle et administration des hommes, avertira la révolution des immenses dangers de sa survie et poussera demain à la décapitation de cet appareil monstrueux, soit pour empêcher une réorganisation possible de la contre-révolution, soit pour empêcher toute tentative autoritaire. La lutte pour la démocratie avertira la révolution de son énorme capacité de « récupération », elle l'avertira que comme avant, avec même plus de détermination et d'absence de scrupules démocratiques, les éléments vitaux de l'organisation sociale se déracineront ; le problème d'une autorité qui régit, qui dirige, qui réorganise arbitrairement se posera encore moins ou pas. L'action décidée par les révolutionnaires et leur

NOTE D'INTRODUCTION

Nous avons réuni dans ce présent volume tous les documents les plus significatifs rédigés par l'organisation armée AZIONE RIVOLUZIONARIA (Action révolutionnaire) à partir de 1976. Ces documents sont nés, dans la plupart des cas, de la nécessité de revendiquer les diverses actions menées contre des hommes ou des organismes du pouvoir. Tout en s'acquittant de leur fonction de clarification immédiate – directement pour le grand public – ils constituent également des analyses révolutionnaires d'un intérêt considérable. D'autre part, le document est considéré de façon plus large, il s'intitule : « Remarques pour une discussion interne et externe » et fournit une contribution détaillée à l'analyse sociale, politique, militaire et stratégique de la confrontation actuelle des classes.

En parcourant les documents que nous publions, on peut voir émerger, au fur et à mesure, avec une clarté et une ponctualité de plus en plus grande, la tentative d'AZIONE RIVOLUZIONARIA de s'opposer par la critique des armes au projet du front stalinien et marxiste-léniniste des organisations armées agissant en Italie sous divers aspects, tentative dont on peut retrouver des caractéristiques dans les positions anarchistes.

L'analyse de classe, la fonction que doit développer l'organisation armée, les objectifs à atteindre, le rapport avec le travail de masse, constituent les éléments qui donnent la possibilité de rechercher les différences existantes entre AZIONE RIVOLUZIONARIA et les autres organisations armées, en faisant émerger les importantes contradictions entre les principes généraux de l'anarchisme et la pratique des luttes autonomes qui se développe depuis plusieurs années.

La plus importante de ces contradictions est celle de la fonction de l'organisation armée qui persiste à se voir comme « guide », comme fonction « principale » dans les confrontations du travail de masse, dans la réalité de production et d'exploitation, quand, au contraire, il aurait été plus exact de parler d'indispensabilité de l'organisation armée spécifique et de l'importance actuelle de l'élargissement du travail de masse sans qu'une chose soit subordonnée à l'autre ou vice-versa.

Il ne semble pas exact de déduire du fait que les « camarades naviguent en eaux troubles » une fois « introduits dans les structures porteuses du capital » le fait que le travail de masse soit de se subordonner à l'intervention armée clandestine, cette dernière pouvant seule permettre le développement des groupes révolutionnaires à l'intérieur de la réalité productive. Au contraire, nous estimons que le travail de masse peut être développé ultérieurement, toujours à l'intérieur d'une réalité productive et en garantissant un contact opportun avec l'extérieur, cela rendrait plus significatif ce même travail de l'organisation spécifique armée d'attaque et de défense contre le pouvoir.

A travers la publication de ces documents, on saisit l'occasion d'ouvrir un débat parmi les camarades inscrits dans les diverses réalités de lutte, dans le but de mieux clarifier le rapport qui peut éventuellement exister entre l'organisation armée et le travail de masse.

GROUPE AUTONOME LIBERTAIRE
TURIN

créations, désirs, analyses, fantaisies, problèmes... dans le but que la plus grande variété puisse déterminer les meilleures possibilités de rencontre, d'accords, d'harmonisation. Les typographies, lithographies, télex, radios, télévisions passeront aux mains des assemblées et seront mis, dans ce but, à disposition de chaque individu... Personne ne se battra sans réserves s'il n'apprend pas d'abord à vivre sans temps mort ».

Le communisme, c'est l'abolition de tout type d'emprisonnement : prisons, asiles d'aliénés, orphelinats, couvents, hospices et de toute institution apte à juger et à condamner : Ne doivent exister ni tribunaux, ni prisons « rouges » ; refus de la conception même de rééducation, d'évidente dérivation pédagogique liée à la vision de la société civile.

Au cours de la guerre civile, il peut y avoir une nécessité qui comporte des formes particulières de contraintes comme la concentration momentanée des prisonniers et otages, dont on s'occupera selon une alternative plus drastique : l'élimination des infâmes de la répression et des plus dangereux et ignobles représentants de la contre-révolution dans le domaine politique, économique et institutionnel ; le désarmement immédiat et la dispersion des cadres moyens, des simples soldats, en les renvoyant dans leurs lieux d'origine. Quel sens aurait le maintien d'une seule prison même si elle était entendue comme autodéfense ? Et quand bien même on reconnaîtrait ce sens, il ne serait pas moins ignoble que celui de la vieille honte. Chaque prison existante sera rasée au sol ; son statut symbolique, la mémoire en tant que lieu d'oppression et presque toujours sa forme architecturale tournée vers l'horreur de la peine et de la réclusion, n'amènent pas non plus à penser à une autre utilisation. Ça sera pareil pour les préfectures de police, les tribunaux, les préfectures et dans la majorité des cas pour les immeubles administratifs. Dans le communisme, il n'y a plus de foyers d'enfants, ni d'écoles, ni d'universités, parce que la création continue des vraies conditions d'existence accompagne l'apprentissage d'une réalité non séparée et en continuel changement. Le communisme ne se pose pas le problème de l'éducation des enfants car la conduite le long de la route des générations est un parcours de perversion inhumaine dont ils perdront les traces.

Les prêtres feront bien de s'éclipser au plus vite : leur réapparition induirait des excès « déplorables » qu'aucun historiographe ne pourra enregistrer. Au loin donc les centres catholiques et les paroisses, évacués ou incendiés selon les lieux et les situations. San Pitro et le Dome de Milan pourront faire une chute de toute beauté. En ce qui concerne les hôpitaux, le communisme vise à la santé à travers la suppression de la médecine. Il est clair que dans l'immédiat, on devra développer les moyens afin de guérir les produits détraqués du capital. Cependant, par

très difficile à prendre. Soudain, il la vit s'approcher au ralenti, si lentement qu'il eut le temps de juger la situation, de prendre une décision et d'effectuer un coup de grand maître. En l'espace de la situation, le temps se dilate. Dans l'authenticité, le temps s'accélère. Qui posséderait la poétique du présent comprendrait l'aventure du Petit Chinois amoureux de la Reine des Mers. Il partit à sa recherche vers le fond des océans. Quand il fut à terre, un homme très, très vieux qui taillait des roses lui dit : « Mon grand-père me parla d'un petit garçon disparu en mer qui avait précisément le même nom que vous « (VANEIGEM, *Traité*).

Chacun souffre quotidiennement des absurdes contradictions imposées par la dictature du chronomètre : une difficulté, un retard soulève rage et protestations, c'est un bout de corde qu'il faut ajouter à la punition de l'esprit et du corps imposée par ce juge invisible. Les rythmes du temps mort (rendez-vous, obligations, échéances etc.) sont tels qu'ils exacerbent l'exaspération. Les trains, les transports urbains et extra-urbains, rien ne doit arrêter l'anxiété de ne pas arriver à temps. Mais que m'importerait le retard si tout le complexe de l'existence sociale ne m'imposait pas de ne pas me le concéder ? Si tout est gratuit, si on peut être paresseux, si on peut aller lentement, si personne ne nous crie « plus vite », ces raccourcis de vie qui s'échappe, ces connaissances ratées, redeviennent une possibilité concrète des rapports à enrichir. Les réveils ne sonnent plus, il n'y a rien qui tourmente la liberté de se donner ses propres temps. Dans le communisme, le temps sera tout à la disposition de cette reconquête du temps.

« Le système marchand impose ses représentations, ses images, son sens, son langage chaque fois qu'on travaille pour lui, c'est-à-dire la majeure partie du temps. Cela, plus les idées, les images, les identifications de conduites déterminées par la nécessité d'accumulation et de renouvellement de la marchandise, forme le Spectacle, dans lequel chacun joue ce qu'il ne vit pas réellement et vit faussement, ce qu'il n'est pas. C'est pour cela que le rôle est un mensonge vivant et la survie un mal-être sans fin... Les journaux, la radio, la télévision sont les véhicules les plus vulgaires du mensonge. Les images qui y dominent sont le triomphe de ce que nous ne sommes pas et de ce que l'on chasse de nous-mêmes... ». Le communisme, étant la réalisation des rêves et des désirs, ne saura que faire de l'industrie des rêves et des désirs, en réalisant aussi le sens jusqu'à présent achevé de l'expression artistique, il rendra dépourvu de sens la reproposition de cette même expression, mais qui voudra réaliser de cette façon ses fantaisies pourra disposer de tout l'équipement nécessaire. « Chacun a le droit de faire connaître ses propres critiques, ses propres revendications, ses propres opinions,

ATTAQUE DU SIEGE DES EDITIONS PAOLINE [1]

Par l'attaque du siège des éditions Paoline, représentant le bras culturel de la secte vaticane liée à la CIA et aux multinationales américaines, les forces révolutionnaires féministes et prolétaires ont frappé un des centres de leur oppression millénaire.

L'affrontement généralisé actuel des forces capitalistes contre le prolétariat s'est également exprimé à travers la recrudescence d'une morale ultra-répressive, défendue dans le document sur le sexe émis par les centres pontificaux et se référant à des textes publiés et divulgués par les éditions Paoline.

En outre, face à la réussite de la manœuvre parlementaire clérico-fasciste pour maintenir l'avortement comme délit et donc accroître la plaie des avortements clandestins, avec lesquels les barons de la médecine bourgeoise et anti-féministe s'enrichissent véritablement sur le dos de milliers et milliers de femmes, les forces révolutionnaires féministes répondent par la propagande et le soutien à la lutte armée, pour leur libération.

1. Les éditons Paoline sont la couverture politique du Vatican, qui fait circuler dans ses valises diplomatiques de la drogue et des armes, trafic destiné à lutter contre la guérilla des pays sud-américains et dans le tiers-monde.

UN COMMUNIQUE DE L'ARAF *

L'avortement libre et gratuit est un objectif politique que les masses populaires féminines ont inscrit dans l'ambition d'une finalité révolutionnaire beaucoup plus ample : celle de la libération des masses populaires.

La condition de totale subordination à laquelle est sujette la femme est le fruit d'une société dont les valeurs structurelles essentielles sont le pouvoir et le profit – en entendant ces deux termes dans leur sens le plus total et profond. La discrimination sexiste est une discrimination raciale et « classique » et elles agissent chacune à leur tour sur les masses populaires de manière omnicompréhensive et totalisante. Femmes, nègres, prostituées, homosexuels, prolétaires, détenus, sont nos alliés politiques.

***Action Révolutionnaire Autonomie Féministe**

La décision parlementaire régissant l'avortement a été un pâle spectacle donné par la clique patronale et sociale réformiste qui agit à travers les partis légaux.

Avec l'approbation des articles 2 et 5, la femme n'a pas le droit de gérer de façon complètement autonome son propre corps et sa propre vie. Par l'introduction d'amendements minables, la substance de la loi liberticide n'a presque pas été touchée. L'article 5 bis élargit la responsabilité de la femme dans les faits, mais l'autodétermination est niée et la décision pour la femme d'avorter ou non appartient au médecin. On peut dire par conséquent que des confusions juridiques et politiques ont été créées de manière provocatrice. L'autoresponsabilité ne signifie pas l'autodétermination. La signification législative de l'autoresponsabilité consiste en une subtile manœuvre répressive par laquelle la femme devient son propre flic.

Le médecin-flic devra enquêter dans un domaine économique et social qui est complètement étranger à son actuelle compétence sanitaire. Voilà donc que le médecin, rendu officier ministériel, devient un anneau de la chaîne répressive de l'Etat policier.

La vitesse à laquelle le problème de l'avortement a émergé au niveau politique, culturel, social, n'est pas due au plus grand empressement des centres politiques du pouvoir, mais bien à la décision-position combative-consciente prise par les masses féminines et par l'autonomie féministe qui ont construit et entaillé de manière extrêmement volitive la politique réactionnaire-patriarcale-aboulique-consentante. Ce sont les femmes qui ont donné l'éveil au monde fermé et bigot des sections et des commissions du parti, provocant et mettant au grand jour les troubles et magouilles du pouvoir, vérifiables par les alliances opportunistes entre les partis bourgeois, toujours prêts à s'unir face au « danger » révolutionnaire, en utilisant l'arme de la dictature fasciste.

Dans cette optique, l'alliance DC-PCI-MSI [1] vise à nier l'autodétermination politique, psychologique et physique de la femme. La dépersonnalisation opérée par le système du profit et du pouvoir est désormais parvenue à égaler les procédés nazis : les femmes, les masses populaires ont été pareillement dépossédées de l'ultime, inaliénable propriété : celle de leur corps.

A l'attaque pour la croissance de l'autonomie féministe !

1. DC : Démocratie chrétienne (équivalent du RPR).
PCI : Parti communiste italien.
MSI : (équivalent du Front national).

Le communisme ouvrira ces portes, ouvrira grand les fenêtres, abattra les murs diviseurs. La maison comme nid de l'autonomie des passions, de la pluralité des talents ou des dispositions émotionnelles. La maison grande et lumineuse comme l'habitation des dieux que Marx revendiquait pour les prolétaires et contre le « prolétariat », jamais suivi sur cette route de la liberté. – Et quelle qualité de vie établiras-tu ? – La même pour tous, je ferai de la ville une seule maison, abattant toutes les cloisons de façon à pouvoir aller librement de l'un à l'autre (Aristophane). A Munster assiégée, les portes des habitations étaient ouvertes nuit et jour, sous la contrainte écrivent les écrivains d'histoire et il n'y a pas de preuve pour affirmer le contraire, vu que l'histoire des tentatives communistes est presque toujours écrite par des ennemis et que dans ce cas spécifique, l'extermination fut presque totale. C'est donc déjà arrivé que les partisans de l'abolition du « mien » et du « tien », les sujets de la communauté retrouvée, les prolétaires qui cherchaient une nouvelle vie et non pas de meilleures conditions de travail ou des rognures de propriété dans l'arrangement social, fassent d'une ville une seule maison. Dans presque tous les cas de communauté prolétaire ou paysanne, pas encore pliés par le capital, la maison de l'un était la maison de tous (et les marques se lisent encore dans le reste de certaines traditions). Les communistes reproposeront cette simple vérité libertaire, sans esclaves sur lesquels s'appuyer, sans idéologies religieuses ou laïques pour la mutiler.

Le communisme est la reconquête du temps à une dimension humaine.

Le temps est aujourd'hui le temps du capital : « Le temps est tout, l'homme n'est rien, il est juste une carcasse du temps » (K.M.) Les « grandes » réalisations autoroutières et ferrovières, c'est-à-dire l'abrègement des temps de parcours, sont faites en fonction du cycle de production de la valeur. Ce n'est pas un hasard si le mythe de la rapidité et du dynamisme, avec la glorification du machinisme, exprime une exigence pour une diminution du temps de rotation du capital. Le capital dégonfle et gonfle comme un accordéon les flux circulatoires dans ses métropoles selon ses rythmes ; le trafic urbain, par exemple, n'est pas un problème de vie en ville mais une concrétisation du capital, qui réussit à faire apparaître une des manifestations les plus évidentes et monstrueuses de son existence comme une chose normale, un problème d'assessorat municipal.

« Il n'y a que le présent qui puisse être total. Un point d'une densité incroyable. Il faut apprendre à ralentir le temps, à vivre la passion permanente de l'expérience immédiate. Un champion de tennis a raconté qu'au cours d'une compétition âprement combattue, il reçut une balle

humaine réalisée, pas une simple intégration d'entités irréversiblement colonisées. Il n'y aura plus ni ville ni campagne mais une distribution diffuse sur le territoire dont le balayage dans les agglomérations urbaines ou de plus libres étendues sera déterminé par les libres choix de la communauté et des individus.

Le communisme retournera comme un gant la réalité actuelle du territoire capitalisé. Dans l'immédiat, il procédera à l'expropriation généralisée. Les manifestes insurrectionnels préparés par Babeuf pendant l'Insurrection des Egaux furent d'une « utilité pratique épouvantable ». Le Directeur insurrectionnel, considérant que le peuple est toujours dupé par de vaines promesses et qu'il est de temps de pourvoir à son bonheur, décrète ce qui suit : Art.1 L'insurrection finie, les citadins pauvres qui sont actuellement mal-logés ne rentreront pas dans leurs maisons mais seront immédiatement installés dans celles des ennemis publics. Art.2 Ils prendront dans les maisons des riches tous les meubles nécessaires pour meubler convenablement les demeures des sans-culottes ». Le choix sera libre mais ils devront mettre aux portes les scellés des appartements « populaires » non-attribués et on invitera la population des maisons « populaires » à se transférer. Les institutions telles que la IACP [1] seront annulées parce que honte du passé, de même que le concept même de maison populaire. Le centre des affaires sera rasé au sol immédiatement. Quand la majeure partie des habitants auront abandonné les petites maisons des ghettos, on donnera le départ pour leur destruction. L'aspect provisoire de ce même mouvement d'occupation-réappropriation doit être clair dès le premier moment. La logique du « quartier » et particulièrement du quartier ouvrier sera combattue inlassablement. Elle représente une vision réactionnaire et mythifiée de l'espace de mouvement de la lutte révolutionnaire et sanctionne la perpétuité de l'arrangement territorial actuel.

L'architecture capitaliste accomplit l'œuvre de l'urbaniste en écrasant ensuite la communauté, tant, qu'elle a du mal à croire que derrière les milliers de fenêtres, de portes, les kilomètres de murailles vive quelque chose de plus que les fantasmes. L'architecture (et cette caractéristique s'accentue avec l'intensification de la guerre de classes) rend visibles les séparations, le broyage de la communauté dans de nombreuses existences séparées, sans possibilité de se rencontrer si ce n'est le grand chantage du contrat social, l'apprentissage des milieux des associations, des classes, des phalanstères d'école, usine, bureau.

1. Institut autonome des maisons populaires, équivalent des HLM

COMMUNIQUE RELATIF A L'ACTION REALISEE A LA SPEZIA *

Nous avons fermé un repaire qui tire ses profits de la peau du prolétaire détenu.

* Le 3 févier 1977, à La Spezia vers 22 h 50, une bombe explose dans un magasin d'habillement de Luisa Spagnoli, situé piazza Cavour.

LES CAMARADES N'OUBLIENT PAS !

5 mai 1972 – 31 mars 1977

Il y a cinq ans, le camarade anarchiste Franco Serantini fut assassiné à Pise. Ce fut la première conséquence des élections en cours dans le pays et la confirmation que le régime démo-chrétien était décidé à maintenir le pouvoir et à défendre les intérêts des patrons en tirant sur quiconque s'y opposerait. Après les morts d'Avola et Battipaglia [1] en 1969, il y a eu toute une succession d'assassinats et de massacres de la part de l'Etat, en réponse au besoin de communisme et de liberté de tous les travailleurs. Pendant ces sept dernières années, un gros potentiel révolutionnaire est né, qui, partant des besoins réels et fatigué par chaque compromis, a accusé, non seulement les patrons et l'Etat, mais aussi la gauche traditionnelle qui, dans les faits, s'est trouvée être un instrument médiateur des conflits de classes, fonctionnel à la survie et à l'accroissement du système capitaliste. Les camarades ont compris que l'antifascisme se fait sur place et non dans les parades des anniversaires ; que la lutte de classes ne peut être exercée dans les négociations entre le petit patron et les structures légales comme les C. de F. (conseils syndicaux ou conseils d'usine), mais dans les assemblées d'ateliers et d'usines ; que ce qui compte n'est pas la transformation politique mais les révolutions économiques ; que la justice populaire ne peut et ne pourra jamais s'exprimer et s'exercer avec des codes et des tribunaux mais par l'action directe ; que l'Etat et les patrons défendent leurs intérêts de classe les armes au poing et donc qu'il faut se donner des instruments et des structures aptes à imposer notre programme révolutionnaire ; que la manière la plus cohérente de célébrer les morts du 1er mai 1887, comme du 5 mai 1972 [2], serait de faire payer les

1. Villes où ont eu lieu des massacres de la police tirant sur des ouvriers en grève.
2. Ces deux dates ont vu l'assassinat d'un anarchiste par la police.

responsables, en transformant une journée de deuil et de lamentations en une journée de fête, d'authentique joie révolutionnaire. Ce 5 mai 1977 restera une journée fondamentale pour le mouvement révolutionnaire, parce qu'une de ses avant-gardes a su lui donner une précieuse direction de lutte.

L'action menée à terme par les camarades qui ont frappé Mammoli [1] n'est pas un épisode de vengeance stupide, comme a voulu le parafer un certain journaliste, mais un débordement à signification politique. Mammoli pouvait sauver Franco après la rixe policière et il ne l'a pas fait par un calcul politique cynique, par un calcul précis de classe, reconfirmant ainsi la conduite tenue à tant d'autres occasions face à des camarades détenus (dans les prisons, on a fêté l'événement quand on a appris qu'il avait été frappé).

Mammoli n'est pas seulement le médecin qui, par négligence, a laissé agonir Franco pendant trente-deux heures, pendant que goutte après goutte le sang lui remplissait la boîte crânienne jusqu'à lui écraser le cerveau ; Mammoli est un symbole, une institution, un anneau du système carcéral et sa conduite « ne se distingue pas de celle d'autres médecins des prisons italiennes » qui archivent en quelques mots la mort d'un camarade. L'apparence et le comportement de Mammoli font revenir en mémoire tant d'autres minables personnages : le directeur de la prison de Pise qui cherche à faire ensevelir Franco à la hâte ; le magistrat « progressiste » Sellarolli qui interrogea Franco soutenu de deux flics et ne se préoccupa pas de le faire hospitaliser ; le « grand inquisiteur » Calamari qui évoqua l'enquête pour l'ensabler ; le capitaine du PS Albini qui arrêta Franco après en avoir ordonné le lynchage ; le juge Angelo Nicastro qui fit acquitter Mammoli. Nous ne nous laisserons pas cependant détourner par ces noms, ce n'est pas seulement sur eux qu'on doit arrêter notre attention, parce que des Mammoli, des Calamari, des flics gradés et des magistrats, il y en a une centaine en Italie, cyniques et déterminés quant à eux : et cette sombre mosaïque est l'image louche de l'Etat.

1. Jambisation du docteur Mammoli par un commando armé AR le 31 mars 1977.

LA SEULE JUSTICE EST LA JUSTICE PROLÉTAIRE

5 mai 1972 – 20 h

Pise – Lungarno Gambacorti : dix flics du PS, aux ordres du capitaine Albini, lynchent Franco Serantini, né à Cagliari le 16 juillet 1951. Il est arrêté par le commissaire Pironomonte et le capitaine Albini et conduit à la prison Don Bosco.

cadre familier, puissent se limiter à « occuper » ces lieux comme s'il y avait en eux quelque chose à sauver, à reconvertir, à gérer de façon « autonome ». Si Mai eut le mérite de briser le mythe des bleus de travail avec l'extension du mouvement des occupations aux travailleurs du « tertiaire », il démontra aussi que l'unification du prolétariat occupé fut attestée sur une ligne de volonté commune de participation et de pouvoir à l'intérieur de l'entreprise, insuffisante pour poser dans le débat le travail et son contenu.

Les métropoles modernes sont l'expression d'un hyper-développement, le capital dans sa concentration urbaine : agglomérat de gratte-ciel (sièges de centres directionnels, banques, assurances etc.), de supermarchés, magasins de luxe, établissements à la mode, ils peuvent bien être considérés comme des centres de consommation marchande, pas seulement en vertu des transformations intervenues dans les modalités de la domination, mais surtout comme pour ces citadelles, ils imposent, par leur extension progressive, le sceau d'une puissance affichée et irréversible, d'un magnétisme maléfique qui canalise, à temps et avec des fonctions différentes, une masse socialement diversifiée mais unie dans une présence forcée qu'est le consentement passif (celui qui est actif ne fait malheureusement pas défaut mais est moins total et miné de contradictions), confluence d'inerties dans un « forum » où les fantasmes de la communauté du capital se frôlent avec effroi sans pouvoir se connaître ou feignent de se rencontrer dans une représentation collective dont l'unique médiation est la marchandise. La majesté (si on veut « la hauteur ») de ces méga-édifices n'existe pas juste en fonction d'une valorisation supérieure, de plus grands profits. C'est un message menaçant, une invitation constante à la capitulation que l'expérience quotidienne du séjour et du passage dans ces centres de commande du capital consent à entendre dans toute sa grandiloquence terroriste « Je suis ton Dieu, tu n'auras pas d'autre Dieu en dehors de moi ».

Mais c'est la ville dans son ensemble qui interprète directement, dans la conformation assumée à partir de l'engagement bourgeois de la gestion de son développement, les mots de soumission, de déshumanisation. Les villes sont donc à détruire radicalement, pas en tant que possibilité de socialisation des rapports humains, mais en tant que totale négation d'une telle possibilité. Le capital a déjà détruit depuis longtemps la campagne, soit en terme de dissolution de la communauté paysanne, soit par l'érosion et la contamination d'un milieu à proprement parler naturel, c'est une vérité acquise depuis longtemps.

Le communisme sera donc la réhumanisation du territoire, son remodèlement d'après les besoins et les désirs de la communauté

accumulés dans la production de masse, face à ce bloc, ont continué à errer et à pénétrer tous les interstices du social et du privé pour en tirer profit. Si la révolution rompt à un certain point cette spirale, elle pourra amener cette masse énorme de moyens, matériaux et hommes aujourd'hui investie dans le domaine du social et du privé à la libération sociale du travail (qui est bien autre chose que l'automation des productions de marchandises). C'est une possibilité parfaitement immanente aux processus technologiques en cours. Certes, au départ, seuls certains processus pourront être automatisés, d'autres devront être reconvertis et déconcentrés. La déconcentration, non seulement permet l'utilisation de formes énergétiques locales etc, non seulement favorise l'automation, mais permet une réduction drastique de l'horaire de travail et une implication collective par rapport à lui. Penser par exemple à réduire drastiquement l'horaire de travail dans une entreprise à grande concentration est inimaginable ; supposons que s'effectuent des tours de travail de deux heures et que tous doivent être impliqués dans la production pour empêcher que les « plaisirs » d'une telle activité retombent toujours sur les épaules d'une partie. Penser à un roulement toutes les deux heures est absolument ridicule, la dislocation de masses de personnes toutes les deux heures amènerait pratiquement une paralysie en usine tandis que la ville tomberait dans le chaos le plus total et les moyens de transport de ces personnes deviendraient en bref une damnation générale. Tout ce qui est inconcevable au niveau des grandes concentrations urbaines devient parfaitement possible au niveau de moyennes-petites concentrations sur le territoire. Si les gens habitent à proximité des productions, le tour des deux heures est parfaitement concevable. L'implication collective sera le ressort décisif pour l'automation de ces unités parce que ce sera à la communauté entière de vouloir se libérer de la servitude du travail, pas à une seule partie.

La disparition de l'économie marchande portera avec elle l'abolition de toutes ces activités fictives qui forment aujourd'hui une grande partie de la « nouvelle » occupation, le soi-disant tertiaire, et restituera des millions d'individus à l'oisiveté et à l'activité sensible (dont la nécessité reparaît, ce n'est pas par hasard, dans la diffusion dans le « tertiaire » des hobbies les plus disparates). Sous cette lumière, se manifestent bien les contradictions d'une perspective autogestionnaire classique, c'est-à-dire le contraste entre le fictif insupportable qui imprègne les fonctions relatives à la sphère toujours plus intégrée de production et circulation du capital et l'idée que ces comptables, ces manœuvres du chiffre, contraints à une répétitivité de gestes insensés, pas moins aliénante que le travail à la chaîne ou leur rencontre quotidienne dans le

6 mai 1972 – 12 h 30

Serantini, soutenu par deux gardiens, est conduit dans un bureau de la prison pour être interrogé par le substitut du procureur de la république Giovanni Sellarolli.

6 mai 1972 – 16 h 30

Le médecin de la prison, le docteur Alberto Mammoli, visite Serantini et annote : « Ecchymoses paupière gauche ; nombreuses contusions en partie écorchées au dos, bras et membres inférieurs ; état de choc ; Sympathol – Cortigen – poche de glace en permanence. »

7 mai 1972 – 9 h 45

Après trente-deux heures d'agonie, le camarade anarchiste Franco Serantini meurt dans d'atroces souffrances. Le certificat du docteur Alberto Mammoli parle d'« hémorragie cérébrale ». On cherche à faire disparaître le cadavre en toute hâte.

7 mai 1972 – 16 h 30

Le directeur de la prison Don Bosco de Pise envoie à la mairie un fonctionnaire avec le certificat de décès signé par Mammoli, pour la demande d'inhumation de Franco. L'employé de service refuse de signer l'autorisation. A 17 h 30, la direction de la prison sollicite l'autorisation.

12 mai 1972

Le « gouverneur de Toscane », procureur général de la république, Mario Calamari, évoque à lui l'enquête judiciaire et le magistrat Sellarolli se garde bien de formaliser le procès pour empêcher le transfert de l'enquête de Pise à Florence.

12 juin 1972

Le juge instructeur de « Magistrature démocratique », Paolo Funaioli, dépose le jugement de l'instruction qui fait suite à son enquête. Les interpellations et interrogations parlementaires se comptent par dizaines, quelqu'un se constitue partie civile ; les articles dans les journaux et revues de gauche sont la couverture démocratique du système.

5 octobre 1972

Le juge instructeur Paolo Funaioli, peu apprécié par Calamari de par son enquête qui porterait à clouer à leurs responsabilités le médecin de la prison, le docteur Mammoli et le capitaine du PS Albini, est transféré du tribunal pénal au tribunal civil.

25 octobre 1972
L'expertise médico-légale est déposée tandis que continue le conflit entre Calamari et les juges de Pise.

30 novembre 1972
Le docteur Alberto Mammoli, médecin de la prison de Pise, est renvoyé en jugement pour homicide par imprudence. Entre-temps, le commissaire Pironomonte démissionne de la police par dégoût de son métier de bourreau, mais il ne fournit pas les noms des flics qui ont massacré Franco.

2 mai 1973
Le conseil supérieur de la magistrature repousse la proposition de Calamari et confirme la charge du juge Funaioli. L'enquête sur la mort de Serantini reste à Pise et non à Florence.

21 mai 1973
Le procureur général Calamari demande au juge instructeur Funaioli l'acquittement des flics « pour cause de non identification » et du docteur Mammoli parce que « le fait ne constitue pas le délit ».

14 septembre 1973
Après toute une série de conflits entre Calamari et Funaioli, le juge de Pise demande le renvoi en justice pour « faux témoignage » du capitaine de police Albini et autres gradés qui taisent les noms des bourreaux de Franco.

1er janvier 1974
Le juge Funaioli décline « spontanément » sa charge. Le juge Angelo Nicastro s'en occupera.

23 avril 1975
Le juge Angelo Nicastro s'accorde avec Calamari pour ne pas poursuivre le docteur Mammoli « parce qu'il n'a pas commis le fait » et se limite à revoir en jugement le capitaine Albini et le garde du PS Colantoni pour faux témoignage.

1er octobre 1975
Le juge de paix condamne les deux flics à 6 mois avec bénéfice de la conditionnelle.

énormes réserves, c'est sûr cependant qu'elle sera aidée si on hérite de structures qui utilisent d'autres formes d'énergie propres, le vent, le soleil, aussi propres qu'intrinsèquement communistes et dont, heureusement, nous abondons, ce qui entraînera finalement une régulation sur tout le territoire du régime des eaux, dévasté par le capitalisme avec les conséquences que l'on sait de pénurie d'eau et alluvions à volonté.

Cette barrière également dépassée, une autre se pose tout de suite : notre industrie est en grande partie une industrie de transformation mais que pourrons-nous transformer si nous venons à manquer de matières premières ? Il faudra alors réellement mettre en jeu toutes nos ressources, en réactivant toute une série d'activités minières que le capitalisme a abandonné parce qu'anti-économiques, c'est-à-dire improductives de profit, spécialement en Sardaigne, Toscane, Vallée d'Aoste, pour ne pas parler du Sud, dépouillé de la force de travail mais pas encore des trésors du sous-sol. En réactivant l'industrie extractive, en éliminant les gaspillages énormes et en utilisant jusqu'à l'os les structures productives démantelées, soit comme matériaux de base, soit comme moyens de production, nous aurons là aussi une bonne autonomie qui nous permettrait de résister.

« Le travail forcé – écrit Ratgeb – produit uniquement des marchandises. Chaque produit est inséparable du mensonge qui le représente. Le travail forcé produit donc du mensonge, lui-même produit un monde de représentations mensongères, un monde renversé où l'image prend la place de la réalité. Dans ce système spectaculaire et marchand, le travail forcé produit en lui-même deux mensonges importants :

- le premier, que le travail est utile et nécessaire et que c'est l'intérêt de tous de travailler
- le second, faire croire que les travailleurs sont incapables de s'émanciper du travail et du salaire ».

Le communisme est finalement l'abolition du travail. Mais cela ne sera possible que partiellement au commencement de la révolution. Les obstacles que le capitalisme trouve face à l'automation d'entiers processus productifs ne sont pas de nature technique ni économique, ils sont plutôt de nature sociale : elle devrait libérer des masses de travailleurs et, pour ne pas être renversée par leur protestation, devrait les assister mais, de cette façon, elle diffuserait un tel détachement du travail dans tout le tissu social qu'elle pourrait leur être mortelle, tous ceux qui seraient encore contraints de travailler dans la production semi-automatique demanderaient d'être assistés, une situation insoutenable se créerait. Le capitalisme pratique l'abolition du travail uniquement comme augmentation contrôlée du chômage. Les énormes capitaux

cas, est une forme incohérente de distribution. C'est un acte séparé des conditions révolutionnaires dans lesquelles la collectivité, qui crée les biens, les distribue directement à ses membres. D'autre part, il risque, en causant pénurie et manque de produits utiles, d'engendrer la confusion dans les esprits et de provoquer un retour aux mécanismes de la distribution marchande.

On devra s'attendre de toute façon à une réaction peu favorable des moyens propriétaires qui devront être substitués à la direction de leurs exploitations mais on ne pourra probablement pas survivre sans un grand mouvement migrateur vers la campagne, qui coïncide du reste avec le processus, également indispensable, de réhumanisation-communistisation du territoire. Ce mouvement, existant déjà aujourd'hui surtout parmi les jeunes et entravé de diverses manières, trouvera certaines structures déjà prêtes, utilisant tout ce que la classe moyenne a construit sur la liquidation de la campagne, en particulier des maisons « secondaires » vides pendant la quasi totalité de l'année, d'autres aux structures plus vieilles, en grande partie abandonnées mais toujours habitables. Une bonne partie de la campagne pourra donc être réanimée en peu de temps par un mouvement qui, étant en grande partie d'origine citadine, se trouvera en grande difficulté s'il n'a pas déjà acquis les notions élémentaires de technique agricole et de transformation, notions qui, ainsi que celles d'alimentation alternative, sont toutefois répandues. Tout ce qui, dans sa partialité, est aujourd'hui récupéré et contrôlé, révélera demain ses possibilités de libération, et au niveau alimentaire aussi.

Cette première barrière dépassée, d'autres se poseront tout de suite. La production de masse, concentrée, exige d'énormes quantités d'énergie. C'est vrai que ce même capitalisme tend à se déconcentrer et construire une unité de grandeur moyenne, c'est vrai que beaucoup de productions socialement nuisibles cesseront, c'est vrai que le gaspillage énergétique, spécialement l'autoroutier, cessera, néanmoins les structures productives qu'il faudra reconvertir et automatiser, également moyennes et distribuées sur le territoire, et donc avec la possibilité d'utiliser toutes les ressources énergétiques du territoire, auront de toute façon toujours besoin d'une énorme quantité d'énergie. Le mouvement révolutionnaire s'oppose, et justement, aux projets nucléaires pour éviter la contamination définitive de la biosphère et sa complète militarisation comme accomplissement du projet rationnellement et monstrueusement totalitaire du capital. A plus forte raison, l'énergie nucléaire est inconcevable dans le communisme. L'Italie est devenue la poubelle de l'Europe, par là se transforme une énorme quantité de pétrole en produits finis ; au départ la révolution pourra utiliser ces

Février 1977
Procès d'Appello. Le capitaine Albini et le garde du PS Colantoni sont acquittés.

31 mars 1977 – 8 h
Après les sentences de la justice bourgeoise est arrivée celle du prolétariat. La justice a suivi son cours. « Le cas Serantini semblait clos », écrira Paese Sera.

UN COMPORTEMENT INJUSTIFIABLE

Suppression des « Observations des consultants de la partie civile, des professeurs E. Durante et M. Margnelli, compte rendu des experts nommés d'office, sur la mort de Franco Serantini » (ce rapport est accompagné de bien cinquante-cinq photographies exécutées sur le cadavre de Franco, témoignant aussi de points de la tête et du tronc frappés de coups de crosse de fusil et par les souliers des flics ; le rapport est déposé le 9 novembre 1972) :

«... les autres lésions peuvent avoir concouru à l'accélération du déroulement clinique et donc à l'exitus (la mort), mais nous n'avons aucun doute sur la cause principale qu'est l'hémorragie intercrânienne ».

«... par coutume universelle, les traumatismes crâniens sont tenus en observation hospitalière pendant 48 heures et transférés en milieu spécialisé aussitôt qu'un seul de ces symptômes se manifeste ».

«... pour un médecin, dans les circonstances où se trouvait Serantini, la torpeur du patient aurait dû constituer un symptôme évident d'alarme ».

«... si Serantini avait été soumis à une visite médicale quand lui-même déclara ressentir pendant l'interrogatoire du 6 mai "de fortes douleurs à la tête" et fut vu clairement souffrant, tant et si bien qu'un agent de garde lui offrit une chaise, si certains des symptômes caractérisés précédemment cités avaient pu être mis en évidence, certainement qu'une intervention chirurgicale aurait eu le maximum de probabilité de réussite ».

«... pourquoi la responsabilité ne fut-elle pas transférée à un milieu qualifié, ce qui résulte, entre autres, à être sur le champ hospitalisé dans la prison même ou dans le centre chirurgical hospitalier le plus proche ? »

« Substantiellement, la conduite du docteur Mammoli est injustifiée et injustifiable... En réalité, non seulement le médecin tient rarement compte des signes extérieurs facilement visibles, mais nous avons trouvé

fondamentalement suspect qu'il n'ait pas été effectué de remarques cliniques simples comme la mesure de la pression artérielle, de la fréquence cardiaque, de la température corporelle, du diamètre pupillaire, de la réactivité pupillaire à la lumière qui, comme on l'a déjà spécifié, avait dû être à ce moment-là très éloquente sur l'état de santé réel de Serantini. »

Texte de revendication de l'Action révolutionnaire Justice pour Franco Serantini

Franco Serantini, en 1972, a été lynché par le PS et laissé agonir jusqu'à la mort par le docteur Mammoli parce que coupable d'antifascisme. Mammoli n'a pas été éliminé parce que d'autres sont coupables autant que lui, mais il est coresponsable politiquement, humainement et professionnellement de l'assassinat de l'anarchiste Serantini. Ce comportement ne se distingue pas de celui des autres médecins des prisons italiennes.

COMMUNIQUE RELATIF A QUELQUES ACTIONS REALISEES A MILAN *

Au cours de la nuit, des groupes de camarades ont atteint de façon plus ou moins démonstrative une série d'objectifs qui représentent le travail « propre » : tout d'abord, le bureau de placement (ANPE), un institut certes marginal dans le marché du travail capitaliste, mais qui symbolise bien la volonté patronale et réformiste de « nous caser » à n'importe quel prix dans le monde de l'exploitation. A l'Opel de Milan, nous avons voulu frapper une partie de ce caillot monstrueux qu'est le capital allemand, lequel torture et détruit nos camarades de la RAF.

* Le 30 avril 1977 à 5 h 15 du matin, deux explosions se produisent à Milan contre le siège du bureau de placement et contre un salon de l'auto de l'Opel, l'usine d'automobiles de la multinationale General Motors.

COMMUNIQUE RELATIF A QUELQUES ACTIONS REALISEES A TURIN *

Nous sommes les groupes d'Azione Rivoluzionaria pour l'abolition du travail salarié.

* Le 1er mai 1977, à 5 h 05 du matin, trois engins explosent à Turin, un à la centrale SIP de la Crocetta, un au bureau de placement via Gioberti, un à Michelin via Livorno.

(bureaux, écoles, casernes, églises...) seront, sur décision des assemblées d'autogestion généralisée, détruites ou, de préférence, transformées en grands collectifs, dépôts, logements de passage, labyrinthes et terrains de jeux... Transformer les supermarchés et les grands magasins en centres de distribution gratuite... ».

Donc, abolition de l'économie dans le projet de Ratgeb, destruction des banques et des réserves précieuses. Destruction immédiate du pouvoir qui se fonde sur l'argent et sur l'or, il faudra s'attendre à une réaction violentissime de la part de la classe moyenne, laquelle a rangé tout son pouvoir dans les coffres-forts et les tiroirs de sécurité des banques, les prolétaires au contraire ne pourront qu'être favorables à cette mesure, ils vont généralement à la banque pour payer les lettres de change aux classes moyennes. Si la révolution résiste à cette réaction très violente, elle aura franchi la première barrière. D'autre part, nous nous demandons : quelle alternative existe t-il ? En alternative, il n'y a pas que le contrôle des banques et de tout l'appareil économique pour « garantir la victoire finale de la révolution ». Mais nous savons que cela définit la naissance d'un Etat, le début du compromis, une dynamique qui part de la prise du palais d'Hiver et arrive aux jeux de prestige de la NEP, aux traités commerciaux avec les états « capitalistes » et tout le reste. La révolution portera en soi une telle dévaluation de la monnaie que sa possession signifiera bien peu, la situation est différente pour les devises de valeur et l'or dont s'ornent abondamment les classes possédantes, il s'agira de le ramasser et de le détruire ou, de préférence, le garder quelque part de telle façon que l'on puisse rapidement le détruire en cas de défaite. Le garder pourrait se révéler utile pour s'ouvrir quelque brèche sur le front international de la contre-révolution, le scintillement de l'or fait des miracles aux yeux des réactionnaires.

L'Italie est largement dépendante de l'économie internationale dans certains secteurs de base fondamentaux, l'alimentaire par exemple, surtout qu'il est décisif dans le processus révolutionnaire. Pour admettre la victoire de l'insurrection, le contrôle des fonds agricoles d'approvisionnement est fondamental : dans toute la zone centre-nord, l'organisation politico-sociale des producteurs agricoles (des exploitations agricoles aux petits propriétaires) est fonctionnelle au système existant et intéressée à sa subsistance. L'intégration production-distribution des coopératives agricoles, spécialement les coopératives d'Emilie (libérées de l'emprise, non seulement idéologique, des PCIstes) peut favoriser la révolution si celle-ci ne se livre pas à des actions boomerang. Comme le note justement Ratgeb : « Sans conscience de l'autogestion généralisée, le pillage, dans le meilleur des

même que les dossiers, les fichiers, les lettres de change et les obligations de paiement, les feuilles d'impôts et tout autre bout de papier de type financier ».

UN PROJET

Ratgeb (Vaneigem) pose comme base de son projet l'autogestion généralisée grâce aux assemblées des ouvriers révolutionnaires qui occuperaient les usines au cours d'une grève générale sauvage destinée à s'élargir à tout le territoire capitalisé et à se transformer en insurrection. Il ne s'agit pas d'une simple réédition des vieux projets conseillistes puisque Ratgeb ne confie pas les instances décisionnelles à la classe auto-organisée mais aux ouvriers subjectivement révolutionnaires et ne théorise pas l'autogestion de la production marchande. Il entend par autogestion généralisée la réorganisation radicale dans le sens anticommercial et libertaire de la société. Ce qui nous divise par rapport à lui est clair sur ce point : avant tout, son optique est bien française et ne prend pas en considération la spécificité du choc actuel en Italie ; en second lieu, il est complètement étranger à ces analyses qui, par divers biais, ont pourtant renié l'usine comme pôle d'association de l'insubordination sociale et lieu d'organisation des forces de révolte ; en troisième lieu, il refuse à tel point l'idée de l'englobement ouvrier dans la logique du capital et celle de la perversion des forces productives à attribuer au producteur d'usine le rôle de sujet historique et refonder en conséquence le mythe de la grève générale que l'expérience de mai a justement révélé dans toute son inadéquation. Toutefois, beaucoup de choses nous unissent à Ratgeb et à tous ceux qui cherchent à voir pour changer. La condition minimum est l'acceptation de la guerre, la discriminante de fond la vérifie dans son contenu communiste.

La fin des marchandises signifie la naissance du don sous toutes ses formes. Les assemblées d'autogestion généralisée organiseront donc la production et la distribution des biens prioritaires. Elles enregistreront les offres de création et de production d'un côté, les demandes individuelles de l'autre. Par des relevés mis à jour, chacun pourra prendre connaissance des stocks disponibles, du nombre et de la répartition des demandes, de la localisation et du mouvement des forces productives. Les usines seront converties et automatisées ou, dans le cas de secteurs parasitaires, détruites. Un peu partout, des ateliers de libre création seront mis à la disposition de tous les talents. Les constructions inutiles

COMMUNIQUE RELATIF A L'ATTAQUE CONTRE LES CONSTRUCTIONS DES NOUVELLES PRISONS DE FLORENCE ET DE LIVOURNE

Aujourd'hui, 17 juillet 1977, ont été touchées et sabotées les constructions de nouvelles « prisons-modèles », véritables camps (tombes pour vivants où est pratiqué l'anéantissement total du prisonnier), simultanément à Florence et à Livourne, villes dans lesquelles a été rendu possible l'action technico-opérative.

Avec l'intention précise de localiser, rendre manifeste, contre-frapper le projet criminel de restructuration capitaliste qui résout l'antagonisme de classe par l'anéantissement des prolétaires, des révolutionnaires et opposants à son plan homicide, les camarades réaffirment l'unité du mouvement de classe par la solidarité et la résistance armée avec le prolétariat enfermé dans les camps par le capital et l'Etat.

Contre la réorganisation capitaliste,
contre la détention-extermination.
Liberté aux camarades emprisonnés.

ATTAQUE DU 2 AOUT 1977 CONTRE L'IPCA [1] DE CIRIE « L'USINE DU CANCER »

Nous, Azione Rivoluzionaria, revendiquons l'attaque nocturne contre le siège de l'IPCA de Ciriè.

1. Industrie chimico-pharmaceutique. Action réalisée : explosion d'une bombe.

COMMUNIQUE RELATIF A L'ATTAQUE DE LA STAMPA DE TURIN ET DU JOURNALISTE DE L'UNITA , FERRERO

Entre le 17 et 18 septembre 1977, le groupe armé d'AR « Rico et Attilio » a procédé à l'attaque du siège de *la Stampa* de Turin et du chroniqueur de *l'Unità*, Nino Ferrero. Près du siège du journal d'Agnelli, un engin qui était censé provoquer de graves dommages aux structures a été déposé, sans toutefois mettre en danger la sécurité des gens ; le journaliste de « l'Unità » a été jambisé. Par ces deux interventions armées, Azione Rivoluzionaria a voulu sanctionner les responsabilités

collectives précises et personnelles par rapport aux articles relatifs à la mort de nos camarades Aldo Marin Pinones Rico et Attilio Di Napoli, tombés tandis qu'à leur tour ils se préparaient à attaquer le siège du journal Fiat, dans le cadre d'une action d'ensemble qui a été hélas tragiquement interrompue.

A l'unisson, la police et les conseils d'usine crièrent contre cet « attentat à la liberté de la presse », couvrant encore une fois d'un tissu de mensonges la réalité des faits : nous n'avons pas voulu attaquer la liberté de la presse et de la communication, mais la campagne effrontée de mensonges et calomnies mise en avant par les scribouilleurs du pouvoir contre le mouvement croissant d'opposition prolétaire, conscients que face aux « armes de la critique » le moment est venu de constituer la « critique des armes ».

La fonction de communication de masse pour le maintien de l'équilibre social en place et pour l'extorsion du consensus est fondamental pour le régime : le lien entre les centres du pouvoir économique, politique et policier et la diffusion d'informations est toujours plus serré ; chaque espace d'information alternative est perclus pour la bonne et simple raison que la communication en général prend une forme de racket et d'oligarchie-politicière ; par cet arrangement, la presse soi-disant communiste accomplit un devoir de « garantie de la gauche ». La liberté que nous avons attaquée n'est pas uniquement celle des patrons et des bureaucrates, dont la légitimisation idéologique vient de l'usage quotidien de techniques de manipulation aboutissant au consensus, à travers de grands moyens d'un « arc (constitutionnel) » qui comprend tant « La Stampa » que *L'Unità*, le journal d'Agnelli [1] et celui du PCI.

Par ces interventions armées, nous avons voulu et nous voulons répéter avec force la vérité sur nos camarades Rico et Attilio et balayer au loin les ignobles calomnies déversées trop facilement sur leur compte.

Rico fut un combattant pour la liberté et le communisme dans son pays d'origine : le Chili. Il lutta de toutes ses forces contre le régime des colonels de Pinochet, payant de sa personne, et durement. Loin de son pays, il ne se laissa pas leurrer par de vaines paroles de soutien impuissant et il prit les armes une fois encore, conscient que la lutte de classe prolétaire n'a pas de frontière. Rico lutta dans d'autres pays sud-américains et refusa l'imposture du « pouvoir socialiste » à la cubaine. Il combattit en Italie contre le régime démo-chrétien et le compromis historique, accomplissant de nombreuses actions révolutionnaires, parmi lesquelles – pour n'en citer que quelques unes qu'il convient d'indiquer

1. PDG de la Fiat et de «La Stampa».

importance, nous voudrions plutôt ne plus entendre cette logique-rengaine : « et les années passent, les enfants poussent, les mamans blanchissent... », par contre, il est historiquement démontrable que l'action de groupes armés et/ ou clandestins a favorisé soit l'issue révolutionnaire, soit la victoire dans l'étreinte finale. [1]

1. A ce point, la version publiée par *Anarchismo* porte le paragraphe suivant, non publié par *Controinformazione*.

Frapper le cœur de la domination : banques et Etat

Les forces de la subversion totale devront alors frapper jusqu'au fond le cœur de l'Etat avant qu'il puisse resurgir sous d'autres apparences. « Plus notre action sera résolue et rapide, moins le sang coulera ». Bien avant donc, avec plus de détermination et absence de scrupules démocrates, les éléments vitaux de l'organisation sociale se déracineront, le problème d'une autorité qui régit, qui dirige, qui réorganise arbitrairement se posera d'autant moins ou pas. L'action résolue des révolutionnaires... de la population dans son ensemble. « Le regroupement d'une partie des gens initialement hostile à l'autogestion généralisée est le premier point de comparaison qui permettra de juger la réussite des premières mesures adoptées et de leur validité pour nous...

Néanmoins, il faut tenir compte des conditions de la hiérarchie que les habitudes d'esclavage, la dépréciation de soi-même... les ennemis de l'extérieur ».

« La révolution de la vie quotidienne éliminera les notions de justice, de punition, de supplice, notions subordonnées au changement. Nous ne voulons pas être des justiciers mais des seigneurs sans esclaves qui retrouvent, au-delà de la servitude, une nouvelle innocence, une grâce de vivre. Il s'agit de détruire l'ennemi et non pas de le juger. Dans les villages libertaires de sa colonne, Durutti battait le rappel aux paysans, il leur demandait de désigner les fascistes et les fusillait immédiatement. La prochaine révolution parcourra le même chemin, sereinement. Nous savons qu'il n'y aura plus personne pour nous juger, que les juges seront absents pour toujours, parce qu'ils auront été mangés ».

La révolution aura néanmoins besoin au départ de beaucoup d'otages pour neutraliser surtout les représailles externes. Les structures centrales de l'Etat seront faites sauter immédiatement, décapitant le corps de la répression, de l'administration, en empêchant ainsi non seulement une réorganisation possible de la contre-révolution mais aussi les tentatives autoritaires. « En cas de menace répressive, détruire les lieux et les otages. Ce qui ne peut pas être exproprié en faveur de tous peut être détruit ; en cas de victoire, nous reconstruirons, en cas de défaite, nous accélérerons l'écroulement des marchandises ». « Dès le commencement du mouvement, il s'agit d'empêcher tout retour en arrière, de brûler derrière nous les vaisseaux du vieux monde en aidant à la disparition des banques, des prisons, des asiles, des tribunaux, des immeubles administratifs, des casernes, des commissariats, des églises, des symboles répressifs. De

lui sont attribués. Elle est au contraire une guerre sociale, l'ouverture et le développement d'un affrontement entre les forces d'un mouvement communiste qui s'est manifesté en Italie à partir de 68-69 et la nouvelle domination que le capital est en train de préparer, affrontement nécessairement mené sous les formes de la guerrilla, celle-ci, se radicalisant dans le « mouvement », trouvera des forces et des motifs qui ne la dénaturent pas dans la dimension séparée du politique et ne la transforment pas en une simple opposition d'appareils pour la conquête du pouvoir. Du reste, les marges de cette éventualité se restreignent toujours plus, si quelqu'un a pensé à impliquer à travers la déstabilisation du système politique des sections du mouvement ouvrier et du PCI, engageant un processus de guerre civile avec d'évidentes et indésirables alliances, même internationales, il a du se raviser pour deux genres de motifs, premièrement parce que le PCI est substantiellement « berlingueriste », deuxièmement parce que les alliances internationales, il n'y en a plus, la Chine est vraiment proche ! L'idéologie, comme on sait, est plus lente que la pratique mais les « révisions » avant ou après ne tarderont pas.

Il est alors opportun de se demander qui détermine les moments de la précipitation de la crise. Seulement lorsque la guerre sociale aura déployé toutes ses potentialités et que seront tombées sous le joug de la critique toutes les idéologies de la transition au socialisme, seulement alors la phrase « frapper le cœur de l'Etat » acquerra finalement son sens achevé.

Quelle pourra être l'issue gagnante, nous ne pouvons le préfigurer. Une insurrection classique ? C'est ce que théorisent certains et la chose ne peut certes pas effrayer des communistes libertaires. Certes, ce sera une « insurrection » qu'il faudra favoriser, justement parce qu'elle a commencé à se manifester, avec une continuité d'initiatives que la lutte légale ou semi-légale n'admet plus, il faudra la rendre vivante, projet de bouleversement incessant de la normalité quotidienne, en déterminer la participation dans les conditions propices ; ce qui est inacceptable, c'est là contre-apposition entre la guerrilla et l'insurrection, l'idée par exemple que la première puisse porter préjudice à la seconde. Nous pensons même que, justement dans l'hypothèse pourtant improbable d'une participation insurrectionnelle soudaine ou d'un « grand arrêt » de type mai français, l'absence de groupes-agents préparés militairement et théoriquement est ou peut être mortelle à l'événement conduisant à la défaite ou à l'auto-extinction. Détroit, Paris, Danzica, Bologne !! scandent les auteurs d'*Insurrezione*. Nous laissons de côté l'analyse qui rendrait évidente la diversité des situations ou leur

maintenant – la destruction des nouvelles prisons de Florence et de Livourne et l'explosion de l'IPCA de Ciriè, actions de grande envergure, cependant tues ou minimisées ou calomniées ou ridiculisées par la « libre », *La Stampa* de Turin.

Attilio fut un camarade extrêmement généreux, même s'il était très jeune, capable de choix et de volonté dans le magma d'un monde corrompu et menteur, fait de compromis continuels entre les déclamations doctrinaires et l'engagement réel, conscient de devoir surmonter la dichotomie entre la pensée et l'action, prêt à tout avec l'instinct sûr des jeunes prolétaires convaincus de n'avoir rien à perdre mais tout à gagner. Attilio participa à diverses actions se distinguant par son courage et sa conscience révolutionnaire.

Rico et Attilio sont tombés par la faute d'une erreur technique, peut-être imputable à leur désir ardent d'agir et au fait d'avoir dû compter à l'improviste seulement sur leurs propres forces. Pour Azione Rivoluzionaria et pour le mouvement de lutte armée, leur mort a un autre motif de réflexion critique que la douleur – mais pas l'oubli : qui choisit l'unique voie désormais praticable dans la lutte pour une société d'êtres libres et égaux, la voie armée, sait à l'avance qu'il court des risques et sait pouvoir payer de sa propre vie la lutte pour la vie. Mais les révolutionnaires ne permettront jamais à des chacals du genre de Ferrero [1] et autres écrivains à la solde du régime de salir leur mémoire, de divulguer, sous la pression de leurs « grands et libres » journaux et avec des argumentations sociologiques des plus banales, les calomnies les plus infâmes.

Rico et Attilio sont présents dans la mémoire de tous les révolutionnaires. D'autres mains se tendent pour ramasser leurs armes tombées pendant la bataille. Leurs calomniateurs se révèlent juste tels qu'ils sont : de viles canailles à la solde des services de sécurité.

1. Journaliste qui coopère avec la police.

Construire le mouvement de lutte armée pour le communisme et la liberté

Azione Rivoluzionaria contre le gouvernement Berlin-Gottiano

Détruire les camps d'anéantissement des prolétaires. Vive le Chili en lutte. Vive l'internationalisme prolétarien. Honneur aux camarades tombés dans la lutte. Prenons l'exemple de Mara, de Luca, de Sergio, d'Annamaria, d'Antonio, de Rico, d'Attilio

ATTAQUE DU PALAIS DES SPORTS DE TURIN LE 21 SEPTEMBRE 1977

Nous, Azione Rivoluzionaria, avons posé une bombe au parc Ruffini pour attaquer le congrès anticommuniste de demain. De plus, dites au journaliste de *l'Unità* de se rappeler tout ce qu'il a écrit sur le camarade chilien et il comprendra pourquoi nous lui avons tiré dessus.

TRACT RELATIF A UNE ACTION REALISEE A MILAN

Le 28 septembre à 5 heures, un groupe d'Azione Rivoluzionaria a interrompu partiellement les communications urbaines de Milan et diffusé un tract au nom de la Confédération. Nous voulons attirer l'attention des travailleurs sur le problème de la torture et des camps. Nous nous excusons auprès des camarades si nous avons revêtu, mais juste un moment, les vêtements sales du secrétariat confédéral. Le seul fait de penser que les appareils syndicaux et du parti soient sensibles au problème de la torture et des camps est pêcher par excès d'ingénuité. S'ils ont, une fois dans le passé, brassé ces thèmes, ils l'ont juste fait de façon instrumentale ; une fois associés au pouvoir, ils épuisent vite leurs traités démocratiques et révèlent le visage livide du pouvoir. Demain ils n'hésiteront plus à tirer sur les travailleurs, comme ils le font déjà aujourd'hui sur les prolétaires marginalisés, tués comme des lapins sur toutes les routes d'Italie, comme ils le font sur les camarades révolutionnaires.

Carniti [1] déplore l'étranglement de la démocratie et du débat politique résultant du compromis historique, les socialistes trépignent face à la terrible puanteur qui émane de l'alliance des nouveaux jésuites laïcs avec les cléricaux, mais qui peut croire aux sincères aspirations démocratiques de ceux-ci ?

S'ils voulaient vraiment la défense, non révolutionnaire, démocratique, des droits civils, ils auraient du opposer un refus net aux assassinats quotidiens des prolétaires, à la torture, aux camps. Un partisan de Craxi, Federico Mancini [2], est allé à l'Asinara [3]. Qu'en a t-il retiré ? Sa préoccupation n'a pas été le sort des détenus politiques et de droit commun, exposés à l'arbitraire sadique des gardiens : l'Asinara,

1. Président de la Confédération syndicale.
2. Leaders du parti socialiste italien.
3. L'Ile du Diable où les prisonniers politiques sont incarcérés.

Le mouvement révolutionnaire ne peut se limiter à étendre et perfectionner l'exercice des armes et de la critique de l'existant, s'attester sur le « négatif », mais il doit s'interroger sur lui-même, sur le mode qu'il est possible de créer à partir des besoins, des désirs, des rêves, de la poursuite violente et libératrice, de tout ce que la société nie mais également à partir de la possibilité que la société laisse entrevoir qu'une pensée toute occupée par les lois de l'existence se refuse à voir. Ce qui frappe le plus, en fait, est aujourd'hui l'apparente contradiction entre la maturité du communisme sur le plan matériel et la pauvreté de l'idée même. Contradiction qui, pour être apparente, n'en est pas moins acerbe ni de résolution facile, puisqu'une telle apparence semble fonder ses propres racines dans la logique du développement capitaliste, dans la perversion des forces productives, qui ont produit une véritable colonisation de la pensée, une mutilation de la capacité de comprendre et vouloir autre chose par la volonté et par les intérêts du pouvoir et de ses fonctionnaires. Le marxisme travesti dans les habits du déterminisme n'arrive plus à représenter une rupture réelle et une alternative théorique à cette logique du capital : l'idée semble adhérer totalement à la réalité, la concession de la communauté future qui ne naît pas plus des besoins et des désirs que des possibilités de leur réalisation se réduit souvent à l'énonciation d'un slogan.

Certes, l'idée de la société communiste future implique une certaine destruction des forces perverties, un renversement assez total pour insuffler de l'effroi et de l'incrédulité, plus que de la peur et de la méfiance puisqu'ils l'exposent superficiellement. Cependant, ce même capitalisme nous a habitué à une destruction continue, inhumaine, profonde : ses guerres ont détruit des villes entières, d'immenses forces productives, mais il les a reconstruites en quantité supérieure et les a pliées toujours plus à sa domination. Rêve que le niveau désormais atteint du savoir social généralisé est tel qu'il admet l'œuvre immense de l'élimination des horreurs de l'industrialisation et de la commercialisation capitaliste, la totale reconstruction des villes et la restauration de la nature. Peut-être le besoin du profit est-il plus fort que les nouveaux besoins vitaux de la libération ?

GUERRILLA ET/ OU INSURRECTION

La lutte armée dans laquelle nous nous reconnaissons ne présente pas d'issue par ses débuts et caractères qui, d'un certain côté théorique,

L'indication communiste ne peut donc être séparée de la visualisation immédiate de la réorganisation communautaire possible, des conséquences qu'elle impliquera dans tous les champs de la vie sociale, de l'échéance du projet communiste pendant le processus de la guerre révolutionnaire. Il sont nombreux ceux, soit tous ceux qui pratiquent ou théorisent la lutte armée, soit dans l'univers de l'autonomie, qui posent le communisme comme fin du programme même et des vrais choix de vie et de lutte. Mais trop souvent, il s'agit d'indications partielles qui ne clarifient pas à fond la profondeur du dépassement nécessaire et les lignes distinctives du nouveau monde qu'il est déjà possible de définir à travers les mouvements du cœur, l'intelligence des vérités élémentaires que la domination a voilé en permanence, nous empêchant même de penser qu'il fut possible de changer l'état des choses au-delà des limites reconnues. L'expérience quotidienne des rapports, les écrits et les documents de l'aire révolutionnaire nous laissent le doute qu'on ne voie pas au-delà de l'indication du contre-pouvoir, de la juste mais non mieux spécifique réalisation des besoins, de quelques éléments de programmes encore tous abaissés à la dimension de l'économie en tant que réalité séparée ou en problématiques de gestion alternative de la réalité mercantile. Et le doute devient atroce quand nous sentons s'obscurcir une perspective de communisme transformée par la pire tradition du marxisme vulgaire : mode « socialiste » de production, égalité salariale, assistance généralisée, nationalisation des moyens de production et d'échange, gestion étatique de l'économie, la dictature politique d'un parti ou, dans les variantes conseillistes, autogestion ouvrière des entreprises et organe exécutif avec mandats impératifs et révocables des conseils particuliers. Parlons clair, ça c'est le socialisme, variante non irréalisable du développement capitaliste dans sa phase antérieure, forme d'organisation productive et sociale partiellement réalisée dans l'arrangement actuel de l'aire capitaliste occidentale et support idéologique de celle de l'Est. Quand bien même et si nous croyons qu'une seule société du travail, de production des « valeurs d'usage », de dépersonnalisation et d'embrigadement pour la construction d'un « meilleur demain » puisse se réaliser dans son intérêt, nous ne pourrions que nous ranger « contre le socialisme ». Un débat collectif devient donc d'autant plus important sur le contenu du communisme, accomplir un effort de visualisation de la nouvelle communauté humaine, du paysage qui se transformera de façon assez radicale pour ne pouvoir l'imaginer qu'à grand peine, définir les grandes lignes qui le contre-distingueront, les éléments qui tendent à le préfigurer.

a t-il dit, est en voie d'abandon parce que c'est une prison peu sûre !! Après tant d'appels humanitaires (pour sauver Moro), quand un « socialiste » visite un camp, à quoi se réfère t-il ? à l'humanité ? non, à la sécurité. Evidemment, pour Mancini, l'humanité est uniquement celle de la bourgeoisie, des démo-chrétiens et des idiots comme lui. Encore une fois, la sécurité, l'ordre, le pouvoir sont les idoles pour lesquelles on sacrifie tout, même la moralité. Sinon, vous seriez une exception constituée par le néo-président Pertini [1]. Il y a eu un grand discours sur les qualités morales qui se distingueraient chez un homme dont les horizons politiques ne vont pas au-delà du CLN [2] d'auguste mémoire et dont la sagesse philosophique se serait affinée à la lecture de la chronique sportive d'Antonio Ghirelli [3]. Mais tout ce qui brille est-il d'or ?

Les scribouilleurs du régime ont fait un tas d'hypothèses sur les puissances étrangères qui seraient derrière le mouvement révolutionnaire ; face à tant de malveillance, nous avançons nous aussi une hypothèse qui n'est pas si maligne et nous demandons, comme le bon Juge Gallucci [4], avant tout, qui avait intérêt à la mort de Moro. Moro était le candidat n°1 à la présidence de la République. Qui étaient ses concurrents ? Deux noms viennent tout de suite en tête : La Malfa [5] et Pertini. Piété chrétienne et moralité socialiste voulaient que les deux concurrents s'abstiennent au moins de favoriser la ligne d'intransigeance qui menait directement au sacrifice de leur « ami » et « bien aimé » Moro. La Malfa peut démontrer que ses tendances réactionnaires remontaient à une période précédent la capture de Moro. C'est une circonstance atténuante. Mais Pertini ? N'a t-il pas découvert trop soudainement sa vocation réactionnaire ? Qui l'a poussé à embrasser le parti de la mort, l'aile outrancière et réactionnaire du régime (PCI, PRI [6], DC) jusqu'aux limites de la rupture d'avec son parti ? Peut-être Berlinguer [7], en échange de la présidence ? A moins qu'il se soit dit : « La Présidence vaut bien une pendaison ? » D'autres questions viennent à l'esprit. Que pense la famille Moro du « socialiste » Pertini ? Lui offrirait-elle une voiture blindée ? Et encore : Qu'a dit réellement Craxi à Mitterrand à propos de la position anomale de Pertini ?

1. Ex-partisan, ex-président de la République, au PS.
2. Comité de libération nationale français.
3. Journaliste sportif.
4. Juge lié à la tendance politique Andreotti.
5. Chef du parti républicain italien.
6. Parti républicain italien (centre droite).
7. Secrétaire général du PCI.

Ecrivains à la solde du pouvoir, vous qui êtes capables de faire passer Corrado Alunni [1] pour le plus grand monstre du siècle, prenez le fil que nous vous avons tendu, mais ne dites pas aussitôt, par amour de la fantaisie, que Pertini est le mandant des Brigades Rouges. Si vous voulez trouver des complices, vous devez les chercher à l'intérieur du plus grand assassin du siècle, « l'homme qui tua Aldo Moro ».

Camarades, nous faisons nôtres les renseignements qui nous venaient des camarades détenus à l'Asinara. Ils écrivaient : « Dans toute l'aire métropolitaine, le combattant anti-impérialiste prisonnier est considéré comme un otage aux mains de l'Etat qui tend à développer dans ses confrontations une double action : d'une part, un traitement orienté vers une destruction progressive de sa volonté, personnalité, identité politique à travers l'isolement ; d'autre part, son utilisation propagandiste dans un but " dissuasif " envers les forces révolutionnaires et prolétaires. Sur toute l'aire métropolitaine, à ce " traitement de guerre ", le mouvement révolutionnaire est forcé de répondre " par des actions de guerre". »

Camarades, nous répondons à la tentative de l'Etat de nous anéantir par autant de mesures d'anéantissement. Qu'ils ne croient pas que les partisans de la ligne dure vont se cacher derrière l'ombre du général Della Chiesa [2], qu'ils ne croient pas non plus que les partisans de la ligne morbide vont se réfugier derrière la « nécessité du cadre politique ». Ils tomberont tous, renversés par les ruines de leur camp d'Etat.

1. Ex-camarade de Prima Linea, aujourd'hui repenti.
2. Commandant général de la police et tortionnaire des militants révolutionnaires.

LE FAUX TRACT DES CONFEDERATIONS SYNDICALES

Journée provinciale de lutte
Proclamée par les fédérations CGIL, CISL, UIL
Contre la torture, les prisons spéciales
et le tournant réactionnaire qu'on veut imposer
au mouvement syndical

Travailleurs,

Le secrétariat de la fédération CGIL / CISL / UIL vous appelle à une journée de lutte contre le tournant réactionnaire qui sévit dans le pays.

Nous faisons nôtres les mots de Pierre Carniti : « Nous sommes en

SOCIALISME ET COMMUNISME

Le communisme est l'avènement du règne de la gratuité, la disparition de l'argent, de la valeur d'échange, la fin de la peste mercantile qui a pénétré chaque pli de l'existence humaine. Abolition de l'économie avec toutes ses catégories : salaire, prix, profit. « Stases de l'économie » diraient les opérateurs économiques du fictif ou « gestion alternative de l'économie » mais d'économie, il n'y en a plus, les lois de l'avoir ne sont plus reconnues, les crédits et les débits ne peuvent plus être perçus ou soldés.

Les objections ne se comptent pas, pire, elles ne se posent même pas ! « Sans argent, comment ferait-on ? ». Tout l'univers économique nous paraît naturel comme l'air et l'eau. Si le capital se matérialise dans le flot de marchandises, chèques et billets de banque, tas d'antennes TV, hélicoptères anti-guerrilla, mégalopoles, c'est aussi de la représentation : se procurant toute la physicité des hommes, devenant sang et pensées, il demeure et se reproduit parce qu'il est tel dans la tête de chacun, parce qu'il impose une représentation de soi à soi-même jouant le médiateur par les formes inorganiques sous lesquelles il se manifeste. Que cette colonisation ne soit pas totale, qu'au contraire après la contention suive souvent une inversion de tendances, une dissolution de son pouvoir de subjuguer les consciences, est seulement le signe de la résistance contraire à la subjectivité humaine en révolte. Comme preuve, il y a toute une série d'actes et de comportements que le mouvement révolutionnaire a commencé à pratiquer de façon diffuse, pillages, autoréductions, occupations de maisons, grève des loyers, à chaque fois afin de dévaloriser la fonction de l'argent, pour créer une « chose vraiment différente », non pas à partir d'un refus pur et simple du monde actuel, mais en utilisant, en transformant ce que ce monde produit, gaspille.

Justement parce que la domination de l'économique est la domination du fictif et que le capital représentation arrive à montrer toute l'inutilité de l'argent aux « civilisés » envoûtés par la philosophie que « ça a toujours été comme ça et que ça sera toujours comme ça ». La fascination de l'argent consiste en l'opportunité qu'il offrirait, bien peu en vérité pour la grande majorité des prolétarisés, mais la seule opportunité réelle accordée est une survie misérable, même si le spectacle mercantile encourage à l'échange d'un véritable servage contre les objets les plus inutiles et les plus absurdes. Donc le communisme, satisfaction illimitée des désirs et des besoins humains, pleine réalisation de la liberté de vivre selon son propre plaisir et ses propres inclinations, abolira ces mécanismes de contrainte.

proposait Platon. « Controinformazione » résonne encore selon des modèles et, de plus, idéalistes car elle présuppose que puissent exister des façons de penser indépendamment des conditions historiques et sociales de leur émergence. Il faudrait savoir dire pourquoi et où, dans la société, se forment la pensée réaliste et la pensée idéaliste. Les réalistes, comme on sait, pendant Mai, feront bien maigre figure, ils se limiteront à donner voix à la revendication des mille francs par mois ; Mai fut celui des utopistes, de ceux qui disaient que ce qui importe est d'être réaliste, de demander l'impossible. Ne pas accepter la fracture entre le « réel » et le rêve sans modèle mais balayer au loin le premier au nom des droits du second. Le changement par lequel s'oppose au réel non pas un autre réel ou un autre modèle, mais une utopie, est en train de s'accomplir sous nos yeux. Ce qui empêche de le voir sont nos habitudes intellectuelles. Pour le voir, du reste, il faudrait y contribuer concrètement.

Le modèle est quelque chose qui existe : contemplation par laquelle naît la forme d'une pensée ou d'une action, mais aujourd'hui les modèles n'existent pas. Ce que nous cherchons n'est pas un modèle mais un projet, une réalité anticipée, quelque chose qui n'existe pas ; on dit que la pensée utopique n'est pas efficiente mais les arguments en termes d'efficience sont par essence des arguments nés avec le capitalisme et qui doivent disparaître avec lui. C'est une sorte de flic dans le cerveau. Du reste, chaque argument de ce type sort après un refoulement : tu ferais ou dirais ceci ou cela, mais c'est inutile, irréaliste, inopérant alors tu te tais. Le projet révolutionnaire est justement ce refoulement initial, c'est ce que le capital fait taire. Et comme toujours, dans des situations similaires, quand ce qui est destitué est expliqué, on s'aperçoit qu'au lieu d'être une énormité ou un scandale ou une chose inconcevable, c'est au contraire tout à fait évident, simple, accessible, réalisable.

C'est déjà arrivé dans l'histoire que la « décadence » et la pourriture soient telles que de nouveaux rapports d'oppression sont apparus comme libérateurs juste parce qu'ils proposaient autre chose. Mais le capitalisme a fait pénétrer l'oppression dans tous les espaces de l'existence et cela a permis, pour la première fois dans l'histoire, de mettre sur le tapis le fait global et universel de la domination, ce qui ne signifie certes pas que de nouveaux rapports d'oppression ne puissent paraître libérateurs mais que la bataille entre révolution et contre-révolution a un enjeu complètement nouveau dans l'histoire, la disparition de l'oppression même. Les utopistes demandent-ils l'impossible ?

présence d'un tournant qui tend à étrangler la démocratie et le débat politique et rend l'Etat omnipotent, par une tentative, de la part de certains partis, d'imposer au Syndicat un tournant modéré. Une fois que le parti est devenu Etat, c'est dans sa logique perverse de transformer le Syndicat en une courroie de transmission. D'où, « la réévaluation de la dimension du hasard, la réglementation de la grève et les retours aux vieux préceptes ; à cette allure, nous arrivons à une situation de type est-européen dans laquelle les appareils de parti dominent, incontestés par la police et l'armée sur des millions de travailleurs et la dissidence, isolée dans les asiles de fous et les prisons, se retrouve pratiquement anéantie.

Le secrétariat confédéral ne peut pas ne pas dénoncer les dangers innés de ce processus qui a, de fait, abouti en Italie à la légalisation de la torture contre les dissidents. Les événements de Puteano, d'Alcamo, de Rome [1], entre autres, sont là pour démontrer à quel point la torture est en train de devenir pratique courante contre les dissidents.

Les syndicats ne peuvent, en outre, ignorer ce qui se passe dans les prisons. Ils ne peuvent pas accepter les distinctions au bas mot byzantines entre les prisons punitives avancées et les camps comme l'Asinara. En fait, quand un détenu est retenu dans une cellule 22 heures sur 24 et qu'il passe ces deux heures à l'air libre dans un petit cube recouvert d'un filet métallique du genre cage vietnamienne, se trouve t-il dans un camp ou en prison punitive ? Si chaque protestation est punie par des passages à tabac frôlant la mort, que devrons-nous penser ? Avant de parler de camp, on devrait peut-être attendre les chaînes de « suicides » comme à Stanheim ? En Italie, nous avons déjà eu l'expérience de l'asile d'Aversa.

Continuer à se taire sur ces points signifierait donner la garantie à ce tournant réactionnaire dont les partisans sont, hélas, présents au sein du mouvement syndical.

Continuer, en fait, à nier l'existence de détenus politiques en Italie, comme certains leaders syndicaux l'ont fait, signifie appuyer ce processus liberticide, en plus de nier l'évidence ; dans les faits, s'il n'y a pas de détenus politiques, quel sens a la loi qui les différencie des détenus de droit commun et demande pour eux un traitement spécial ?

A force de nier l'évidence, nous nous retrouverons entraînés dans un processus qui, ainsi que la liberté, détruit la vérité.

1. Assassinat par la police et la gendarmerie de camarades révolutionnaires torturés.

Camarades travailleurs, nous vous appelons à une journée de lutte pour l'abolition de la torture, des camps, pour abattre ce tournant réactionnaire qui veut un mouvement syndical subjugué,

inerte, en plus d'être aveugle et obtus.

Nous démasquerons les réactionnaires qui se nient dans le mouvement syndical et qui veulent sa mort.

Nous isolons les étrangleurs de la démocratie et du débat politique ! Nous créons les conditions pour que les espions du nouvel Etat ne puissent pas nuire !

LE SECRÉTARIAT MILANAIS DE LA FÉDÉRATION CGIL-CISL-UIL

UN DOCUMENT ADRESSE AUX CAMARADES DU MOUVEMENT

Nous, militants révolutionnaires de l'organisation combattante Azione Rivoluzionaria, nous adressons à tous les camarades participant à la réunion de Bologne sur la répression, afin de préciser certaines choses sur les récentes actions que nous avons réalisées à Turin, actions qui ont été instrumentalisées avec mesquinerie par la presse du régime et par la presse larbine. La première chose à clarifier est le virage à une fonction délatrice du journal *Lotta Continua* [1] qui se trouve entre les mains d'une bande de profiteurs de la bonne foi révolutionnaire de divers camarades, lesquels croient encore en la fonction de leur journal. Les accusations que ce torchon a soulevé suffisent à qualifier d'elles-mêmes la politique conservatrice que le groupe dirigeant de l'organisation Lotta Continua entend poursuivre sur la tête des camarades et en se lavant les mains de toutes les directions de lutte qui viennent du mouvement. Nous avoir traités de « fascistes » parce que nous avons donné la leçon qu'il méritait à un serviteur du PCI et parce que nous avons attaqué le plus gros journal du patronat industriel ne peut plus laisser aucun doute sur la direction que Lotta Continua veut donner au mouvement.

Le second point que nous voulons préciser est que nous, militants combattants d'Azione Rivoluzionaria, sommes ici, près de vous, pour participer à la réunion sur la répression, parce que nous ne nous considérons pas comme un « parti militaire » en dehors des luttes réelles de masse et des moments communs de clarification. Pour ce motif, nous rejetons toute tentative – de n'importe quel côté qu'elle vienne – de nous faire passer pour une autre branche des partis combattants qui, de fait, aujourd'hui, agissent dans la réalité révolutionnaire italienne et internationale.

1. Journal de l'extrême gauche de Milan.

chercheront plus jamais à l'appliquer dans la réalité. Ils ignoraient quelles formes doit assumer l'activité révolutionnaire des travailleurs et quelle relation devait exister entre les masses et leur centre idéologique. Secouer le joug de l'autorité est juste mais il faut également savoir par quels moyens consolider et défendre les conquêtes de la révolution. Les carences éloignent vraiment les anarchistes de l'activité des masses et les vouent à l'impotence sociale et historique ».

VERS UNE REVOLUTION SANS MODELE

Sur les murs de Bologne est apparue une inscription : URSS, Chine, Cuba, Vietnam avec quatre croix par dessus. Les modèles ont fait leur temps, ils s'écroulent les uns après les autres et ce ne sont pas seulement les modèles politiques, mais aussi les modèles qui permettent de penser et prévoir les événements politiques. Après tant d'acrobaties idéologiques pour ramener les événements imprévus dans les vrais modèles d'intelligibilité (et tous les ratés), tous sont devenus plus prudents. Dans la mesure où la pensée modéliste n'est rien d'autre que la forme idéologique du pouvoir, il n'y a qu'à se réjouir de sa liquidation parce qu'elle signifie la possibilité que naisse une nouvelle forme de pensée. La mort des modèles et du penser par modèles libère la pensée. Les modèles sont, un temps, les instruments et les formes de l'exercice du pouvoir, comme disent les gauchistes français, les modèles sont de « petits chefs » que nous avons dans le cerveau. « Chaque fois qu'un être humain, un nouveau groupe conteste le pouvoir et cherche à imaginer une vie différente, chaque fois les modèles viennent réduire la vraie base sociale : ils résistent uniquement car ils n'ont pas perdu leur base économique qui est la concentration et la pseudo-rationalité des forces productives. La liquidation des modèles passe à travers l'aggravation et l'accélération de ce conflit, c'est-à-dire de la concentration entre ce que les individus sont contraints de faire et ce qu'ils pourraient faire sans y être contraints ». *Controinformazione* , comme c'était « prévisible », nous a qualifié de phénomène singulier, utopiste dans le panorama du réalisme et de l'apodictisme. Il existerait deux types de pensée et deux types d'individus, d'une part les professionnels de la politique qui pensent et agissent selon des modèles et des concepts, de l'autre ceux qui s'efforcent de penser sans modèles, des utopistes et des doux poètes. Nous appartiendrions à la seconde catégorie mais nous serions un phénomène singulier, relégué aux marginaux de la polis, comme le

contre-révolutionnaires, puis on découvre que le problème n'est pas celui d'organiser les forces non-léninistes mais de « généraliser » la lutte. Vu que les anarchistes n'ont pas encore pris position, organiser les forces non-léninistes ne fait-il pas partie précisément de cette généralisation ? En dehors de ça, quel sens cela t-il de dire que la généralisation est une alternative ? De celui qu'on sait qu'une grande partie de cette « généralisation » est véhiculée et promue par les organisations léninistes qui en détiennent à raison l'hégémonie, ou *Anarchismo* pense t-il que tous ces gens qui se rebellent sont le pur fruit du néant ou de la lecture de la revue ? Ou pense t-il, comme les critiques critiques de Milan, que le feu insurrectionnel brûlera toutes les forces qui ont mis le feu pour laisser libre l'expression à la critique critique ? Les anarchistes qui ont réfléchi sérieusement à la révolution russe étaient beaucoup moins optimistes. Berneri, réfléchissant à l'action populaire insurrectionnelle y voyait plus d'« effets » anarchistes que d'« intentions anarchistes » : « Je ne crois pas, écrivait-il, que la fonction des anarchistes pendant la révolution doive se limiter à « supprimer » les obstacles à la manifestation de la volonté des masses : je vois de graves dangers et beaucoup de difficulté dans les égoïsmes municipaux et corporatistes. S'ajoute à cela que l'initiative populaire ne conserve pas toujours son élan au-delà de la période insurrectionnelle, le « laisser faire » sur le terrain politique, administratif est vraiment à craindre. Etre avec le peuple est facile s'il s'agit de crier : Vive ! A bas ! ou s'il s'agit simplement de se battre. Mais arrive le moment où tout le monde demande : que fait-on ? Il faut donner une réponse. Les critiques critiques devraient savoir qu'il ne s'agit plus de crier vive la lutte armée, vive la joie armée : sa propagande, la lutte armée se la fait toute seule, pas besoin de rackets culturels, il ne s'agit pas non plus de se battre simplement n'importe comment, dans n'importe quel groupe, comme ce qui est hélas arrivé à tant de militants anarchistes dans le passé. S'organiser est beaucoup plus que simplement prendre les armes, se donner une structure plus ou moins clandestine et commencer à lutter. Cela signifie aussi donner une réponse aux questions décisives de la révolution.

Makhno n'a jamais imputé l'échec du mouvement anarchiste en Russie à la répression bolchevique. Ecoutons le : « L'anarchisme n'avait aucune opinion claire et concrète sur les principaux problèmes de la révolution sociale... Sur l'occupation des usines, il n'avait aucune conception claire et précise considérant la nouvelle production et sa structure. Bien que le principe communiste considère qu'« à chaque seconde ses capacités, à chaque seconde ses besoins », les anarchistes ne

Notre but est de réaliser une structure combattante ouverte le plus possible à la base, qui permette la participation massive des exploités, des exclus, des non-garantis et de tous ceux qui veulent attaquer le patronat et ses serviteurs sans que, en filtrant cette base, ce soit un parti militaire qui assume la direction des luttes.

Telle est notre idée de la lutte armée. Simple et non-démagogique. Aujourd'hui, la lutte armée n'est pas seulement un projet mais une réalité, une réalité qu'aucun serviteur du PCI et de Lotta Continua ne pourra jamais mystifier.

Nous avons attaqué le PCI, contre lequel tant de révolutionnaires adressent en paroles des critiques brûlantes, en le désignant comme source principale de la réaction. Apparemment, cela peut sembler un hardi saut qualitatif. Mais dans la pratique, nous n'avons rien fait d'autre que réaliser ce que tant de camarades théorisent.

L'avenir des luttes sera toujours plus rapide à clarifier, que ce soit le rôle de la réaction des prétendus partis de gauche, que ce soit le rôle, non moins réactionnaire, de tous ceux, qui, se faisant passer pour des révolutionnaires, entendent chevaucher le tigre de l'auto-organisation de la lutte armée des exploités.

PREMIER DOCUMENT THEORIQUE

La bourgeoisie peut faire exploser
et détruire le vrai monde
avant d'abandonner la scène de l'histoire.
Nous portons un nouveau monde,
là, dans nos cœurs.
Ce monde est en train de croître
à cet instant.

BRIGATA DURRUTI

Il est vrai, comme l'écrit Debord, que la « vie quotidienne est la mesure de toute chose : de la réalisation ou plutôt de la non-réalisation des rapports humains, de l'usage que nous faisons de notre temps ». Il est incontestable que le but de la révolution aujourd'hui doit être la libération de la vie quotidienne. Une révolution qui ne réalise pas ce but serait une contre-révolution. Ce sont nous qui devons être libérés, nos vies quotidiennes, non-universelles, comme « histoire » ou « société ». La libération révolutionnaire s'y présente comme une autolibération qui

atteint des dimensions sociales, non pas une « libération de masse » ou une « libération de classe » derrière laquelle se cache une élite, une hiérarchie, un Etat. N'importe quel groupe révolutionnaire qui veut sincèrement éliminer le pouvoir de l'homme sur l'homme doit se dépouiller des formes du pouvoir – hiérarchies, propriété, fétiches – comme des traits bureaucratiques et bourgeois qui consciemment ou inconsciemment renforcent l'autorité et la hiérarchie et il doit surtout être conscient que le problème de l'aliénation existe pour tout le monde, c'est à dire que la tendance à devenir autonomes est propre à tous les groupes organisés, à s'aliéner par rapport à leur but originel et à devenir une fin en soi, même dans les mains de ceux qui le gèrent. C'est macroscopiquement vrai pour les partis officiels mais c'est vrai en général. Le problème ne peut être résolu complètement qu'au sein du processus révolutionnaire même, partiellement par une réfection drastique du révolutionnaire et de son groupe.

Azione Rivoluzionaria a été défini comme un « groupe anarchiste » au grand déplaisir, semble t-il, des cariatides officiels qui prétendent avoir le monopole du terme. Ce qui nous a poussé à nous réunir est en vérité une affinité dans nos expériences culturelles respectives que l'on peut définir comme « anarcho-communistes ». Une des premières actions du groupe, la blessure de Mammoli, le médecin assassin de l'anarchiste Serantini, a toute la saveur d'un dédommagement, du solde d'un vieux compte qui pesait sur la conscience des anarchistes comme pesa l'assassinat de Pinelli [1]. Elle a la saveur du témoignage d'une présence anarchiste dans l'affrontement actuel. Mais il ne s'agissait pas seulement de ça, même si contribuer de quelconque manière à l'affrontement est aujourd'hui un impératif catégorique pour tous. L'urgence d'une présence anarcho-communiste est née des réflexions sur l'histoire récente, soit du mai 68 français, soit de la reprise du mouvement révolutionnaire en Italie cette année. Notre attention se portait surtout sur les caractères nouveaux de ce mouvement qui accentuait une ligne de tendance anti-autoritaire, du reste déjà présente, jusqu'aux limites d'une rupture avec le passé.

Le nouveau mouvement ne réfute pas uniquement ce monstre historique qu'est le marxisme soviétique et cet hybride insipide qu'est le marxisme italien, pullulant de personnages onctueux et mielleux, serviteurs jésuites de chaque pouvoir, producteurs d'appels inécoutés (le dernier, celui de Bobbio et associés [2], pour la constitution d'un espèce

1. Le commissaire Luigi Colabre a jeté d'une fenêtre du quatrième étage de la préfecture ce camarade anarchiste.
2. Ils cherchent à créer une sorte de SAC.

critique qui tend à isoler la guerrilla du mouvement est parfaitement fonctionnelle sur le plan de la répression, laquelle utilise la violence contre la guerrilla et utilise la critique (d'Asor Rosa aux cyniques sans passion) pour l'isoler. La critique critique, qui sait tout, ne sait pas qu'en isolant la guerrilla elle prépare également les conditions de sa propre précipitation dans la clandestinité, à moins que le capital, dans sa grande ingénuité, comme il ne sait pas reconnaître aujourd'hui ses amis et torture, tue, persécute les terroristes, demain ne sache reconnaître comme son seul ennemi la critique critique et lui garantisse des chaires et des scènes.

La critique critique de Milan n'est pas l'unique imperfection dans le panorama de l'authentique, il existe aussi la critique critique de Catania laquelle, à la différence de la première, a décidé d'occuper « éditorialement » l'aire de la propagande armée : nous nous référons à l'article paru dans le n° 21 d'*Anarchismo* qui, après avoir constaté la généralisation du comportement illégal et le caractère pré-révolutionnaire de la phase actuelle, veut enfin dire clairement ce que doivent être les devoirs révolutionnaires des anarchistes. Vues les prémisses, on se serait attendu à une riposte du genre : les anarchistes doivent commencer à se rebeller. Rien de tout ça : les anarchistes doivent pousser les exploités à se rebeller. Dans l'interprétation malveillante cela peut vouloir dire : c'est la vieille branche, les léninistes, les staliniens, les ouvriéristes qui se rebellent, pourquoi les anarchistes doivent-ils se limiter à pousser les autres ? Qui poussera les anarchistes ? Ne se retrouveront-ils pas encore une fois hors de l'histoire ? Dans l'interprétation bienveillante : pousser les exploités à se rebeller de l'unique façon par laquelle c'est possible, en se rebellant, pas avec des fleuves d'encre. Nous donnons pour bonne cette interprétation et nous allons de l'avant : à moins d'un retour à de vieilles formes d'individualisme (respectables si pratiques, mais discutables), se rebeller signifie s'organiser si on ne veut pas s'exposer au massacre et si on veut donner un minimum de continuité et de lumière à l'action. La critique critique saute cette bagatelle avec un vol dans le néant. Elle écrit : « Les anarchistes doivent comprendre que la seule alternative aux BR n'est pas une organisation anarchiste (AR ou quoi que ce soit) mais la lutte armée généralisée, poussée au niveau insurrectionnel, fait bien plus significatif des réalisations les plus élevées des organisations historiques ». Qu'est-ce que cela signifie ? Rien, ou quelque chose de bien pire, merde alors ! D'une part, on consomme des fleuves d'encre, d'« attention prudente » morotea aux organisations « staliniennes » pour mettre en lumière les potentialités

en lui donnant un contenu uniquement politique. Avant tout, ce même mouvement de 77 ne vient pas de nulle part, il a une histoire sur laquelle ont également influé, on ne peut pas le nier, les actions de la guerrilla. Si on s'était limités à l'ironie, Lama à Rome aurait tenu son assemblée à l'Université, ça aurait été plus modestement une assemblée perturbée, même avec intelligence, mais cependant toujours une assemblée, donc une victoire de Lama et de ses acolytes. Il est difficile de séparer le mouvement de 77 de tout ce qui s'est dit et fait ces annéeslà, spécialement par les groupes armés et par la guerrilla autonome.

Dès lors, le mouvement a perdu progressivement la rue ; l'appareil répressif, né et développé contre les manifestations de rue, est descendu sur le champ de bataille avec toute sa force. C'était prévisible. La tentative de la part de l'autonomie de reconquérir la rue sur le plan militaire s'est révélée tout de suite impraticable. Après avoir érodé la rue, le pouvoir a fermé des lieux, des journaux, des radios, il a commencé la chasse systématique à l'autonome. Cela aussi était prévisible. La critique critique de Milan (nous nous référons aux auteurs de *Insurrezione* exalte le mouvement de 77, comme il est juste, mais contradictoirement elle en cache les conséquences. On veut expulser Lama, assiéger Bologne, mais on ne veut pas des conséquences répressives. Celles-ci, si elles existent, sont imputées à la guerrilla. C'est une belle inversion ! Comme l'autre, que la guerre ôte de l'espace légal au mouvement et accélère sa criminalisation.

Nous avons déjà dit que les lois exceptionnelles ont été lancées après 68 contre le mouvement et dans une période où les marchandises étaient encore un solide véhicule de consensus. Aujourd'hui, le pouvoir a besoin de s'idéologiser, de faire passer aux gens des messages concordant et convergeant vers le consensus. Le domaine du fictif ne peut qu'être totalitaire, comme dans une symphonie, il suffit d'une note fausse pour rompre le charme, comme il suffit d'un pet puissant lors d'une belle assemblée à Tronte sur la classe ouvrière qui se fait Etat. On peut alors se risquer à l'hypothèse contraire : le mouvement aurait déjà été écrasé, dans ses sièges, dans ses journaux, dans ses radios, si la guerrilla n'avait pas fait comme un paratonnerre, se mettant sur le dos tout l'appareil répressif. L'objectif du pouvoir dans cette phase est d'isoler la guerrilla, la déraciner du mouvement et donc la dénaturer de ses contenus et de ses racines sociales et culturelles et pour cela, elle ne peut pas criminaliser le mouvement parce que cela reviendrait aujourd'hui à admettre une société souterraine en développement. Le mouvement a l'espace de la guerrilla, si celui-ci croule, il l'engloutira. Imaginez les hommes du général Della Chiesa libres de leurs devoirs « institutionnels ». La critique

de SDS de la résistance contre le terrorisme, a tout du grotesque) mais réfute également le mythe de la classe industrielle prolétaire révolutionnaire, un mythe qui a plongé le mouvement depuis 68 jusqu'à aujourd'hui dans une impasse et a constitué l'alibi principal de tout l'opportunisme extra-parlementaire, cela prouve en soi que les groupes qui ont cherché à refléter le plus fidèlement possible la « centralité » ouvrière ont été absorbés par le réformisme, cela prouve en soi que l'espace que le PCI donne aujourd'hui au groupe Trentiniano [1] à l'intérieur du parti est une action classique de récupération directe vers l'extérieur du parti. La libération de ce mythe a emprisonné et emprisonnera les énergies dont le mouvement de 77 est seulement l'annonce.

Au moins trois autres aspects sont ensuite soulignés :

1) Le mouvement pressent que l'on parle néanmoins depuis plus d'un siècle de la science marxiste, de la critique scientifique de la société du capital, que la pensée critique a fait bien peu de pas en avant et a eu au contraire un rôle régressif et répressif dans la conscience des masses, la faisant adhérer totalement à la société du capital.

Les contradictions du capital et de son développement sur lesquelles la critique scientifique s'appuyait ont été absorbées et, ainsi qu'ellesmêmes la contradiction principale, celle entre le travail et le capital. Après un siècle d'enlisement dans les contradictions objectives du monde marchand, le mouvement commence à s'interroger sur la nécessité d'instaurer une critique, non des classes, mais des individus, non des fantasmes conceptuels mais des protagonistes en chair et en os.

Le mouvement révolutionnaire sait être l'unique contradiction du système capitaliste parce qu'il exprime ce qui, dans l'humain, n'a pas encore été réprimé dans le processus de déshumanisation, dépersonnalisation et massification.

2) Le mouvement ne renvoie pas à l'affrontement des classes mais l'assume en première ligne. L'action est directe. Quels que soient les résultats objectifs, les tournants subjectifs sont fondamentaux : l'action directe rend les individus conscients d'eux-mêmes en tant qu'individus qui peuvent changer leurs destins et reprendre le contrôle de leurs propres vies.

3) Le mouvement reconnaît désormais l'inadéquation du vieux projet socialiste dans ses diverses versions. Toutes les institutions et les valeurs de la société hiérarchique ont épuisé leurs « fonctions ». Il n'y a aucune raison sociale qui justifie la propriété et les classes, la monogamie et le patriarcat, la hiérarchie et l'autorité, la bureaucratie et l'Etat.

1. Du nom du leader syndical Trentin, dirigeant de la CSIL (centre gauche).

Ces institutions et valeurs, tout comme la ville, l'école, etc., ont atteint leurs limites historiques. C'est tout l'univers social qui est dans « l'impasse » des crises et ceci pas seulement en Italie. Ici, certains aspects sont plus aigus qu'ailleurs : la défense de la propriété est en train de prendre des proportions catastrophiques et constitue désormais l'unique riposte du pouvoir face au chômage. Mais justement, dans la mesure où la crise investit désormais tous les champs contaminés par la domination, les aspects réactionnaires du projet socialiste, ou maoïste, ou trotskiste, ou stalinien, sont d'autant plus évidents qu'il conserve les concepts de hiérarchie, d'autorité et d'Etat, comme faisant partie du futur post-révolutionnaire et aussi, par conséquent, les concepts de propriété « nationalisée » et de classe « dictature prolétaire ».

Jusqu'à récemment, les tentatives pour résoudre les contradictions créées par l'urbanisation, par la centralisation, par le développement bureaucratique étaient perçues comme une vaine contre-tendance au progrès : une contre-tendance qui pouvait être repoussée, car chimérique et réactionnaire. Ceux qui parlaient d'une société décentralisée et d'une communauté humaniste en harmonie avec la nature et avec les besoins des individus, étaient accusés de romantisme réactionnaire. De même, dans la récente campagne de presse contre Azione Rivoluzionaria, les scribouilleurs du régime ont sorti des oubliettes tout cet appareil critique, s'enfonçant directement dans des interprétations hilarantes du luddisme, sûrement lues dans quelque manuel de l'activisme des éditions *Rinascità* [1].

Tout autre est le jugement du mouvement, surtout celui des jeunes. Leur amour de la nature est une réaction aux qualités hautement artificielles de notre milieu urbain et de ses produits usés. Leur façon informelle de se vêtir et de se comporter est une réaction contre la nature standardisée et formalisée de la vie moderne institutionnalisée. Leur prédisposition à l'action directe est une réaction contre la bureaucratisation et la centralisation de la société. Leur tendance à éviter la fatigue, leur droit à la paresse, reflètent une rage croissante face à la routine industrielle insensée, alimentée par la production moderne de masse dans l'usine, les bureaux et les écoles. Leur individualisme intense, enfin, est une décentralisation de fait de la vie sociale, une retraite personnelle vis-à-vis de la société de masse.

Le mouvement sait que les concepts « romantiques » ou, si vous préférez, anarchistes, d'une démocratie directe, d'une technologie humaine et d'une société décentralisée, ne sont pas seulement des concepts désirables,

1. Editent toutes les publications légales du PCI.

leur propre libération. Comme le soulevaient les camarades allemands de la cellule rév–olutionnaire : « Nous croyons que la guerre totale contre le système de domination d'hommes sur des hommes renferme en lui-même contemporainement et dans la même mesure la lutte contre le système capitaliste qui est en nous-mêmes. La guerrilla urbaine, armée de la meilleure façon et la mieux organisée militairement, est destinée à faire naufrage si elle n'a pas entrepris cette lutte totale... ». Le groupe guerrillero qui entreprend cette lutte totale assume tous les caractères d'une communauté armée, d'une société souterraine qui combat quotidiennement les divisions hiérarchiques, les manœuvres et les chefs, non seulement pour des raisons théoriques mais essentiellement pratiques : une formation guerrillera résiste si on ajuste à sa propre définition une idée à laquelle poussent toujours de nouvelles têtes, sur le principe que chacun de ses membres soit « en mesure de pouvoir diriger et de le vouloir – que chacun arrive à pouvoir agir seul, c'est-à-dire que chacun soit le groupe – possibilité et volonté qui est à son tour un processus collectif et non pas un processus individuel le guerrillero et le groupe, ce qui veut dire que chaque particulier apprend dans le processus collectif que c'est la praxis, et en général on apprend comme ça, dans la rencontre, puisque cela nous contraint à apprendre et à changer nous-mêmes pour arriver à cela : le guerrillero et le groupe.

Si « la révolution est l'abandon du spectacle qui rend passif, objet, c'est la multiplication des sujets critiques capables de se reconnaître eux-mêmes toujours plus (et toujours moins à l'avant-garde du spectacle), la capacité d'agir de façon créative », rien ne convient mieux à la guerrilla, qui vit seulement s'il existe cette multiplication des sujets critiques (et les bagnes sont pleins de ces sujets) et ceux qui la consomment uniquement comme spectacle vivent néanmoins, victimes des médias. Si la violence est un spectacle « qui se consomme dans la pénombre de la survie » chaque village, chaque ville a désormais sa scène et ses acteurs : la violence est un spectacle à la portée de tous, tant est qu'ils soient pourvus de bonne volonté.

LE MOUVEMENT DE 77 ET LA GUERRILLA

Les difficultés dans lesquelles se trouve le mouvement après la grande vague de 77 sont imputées dans certaines analyses à la guerrilla qui aurait exproprié la violence de masse, augmentant le nombre des consommateurs du spectacle de la violence, dénaturant le mouvement

une offense à l'intelligence mais on reste dans le faux en pensant que là-dessous, il y a un fond à découvrir, quelque chose à sauver, qu'on se joue de toute façon des partis politiques. C'est faux. Tout est déjà décidé par l'inertie quotidienne, les commissions fatiguées de la militance, l'idéologie de l'accumulation, l'obligation de lutte comme garantie de l'issue révolutionnaire. La fausse antinomie entre le travail et le temps libre se reproduit avec la division entre le temps de militance et la vie alternative mais la misère de cette alternative se mesure toute les samedis soirs (dans la rue), le mécontentement, la récréation du privé par les couples, les familles et tribus. L'ambition de l'autonomie d'être une alternative au projet des forces combattantes est légitime mais douteuse : elle existera peut-être dans certains de ses groupes et membres, pour nous elle est surtout une façon d'être, un marais de contradictions. Plus qu'une ligne politique, c'est une phénoménologie qu'il s'agit de combattre, cette logique de la taupe marxiste qu'on veut imaginer au travail puisqu'autour on ne voit rien ou presque rien de ce qu'on voudrait voir se développer. Une logique et une méthode, celle de l'assemblage des disponibilités personnelles plus hétérogènes mais, en général, toutes en deçà d'un choix décidé de lutte totale et d'un refus définitif de l'idéologie et de l'entente politique comme circuit de la médiation incessante et comme une fin en soi : elle agit sur la psychologie des camarades, sur leur sentiment de culpabilité, sur le besoin de se rendre utiles, sur se sentir militants engagés pour échapper au vide des pratiques libératoires séparées (mouvement hippie, philosophies individualistes de bistrot, préjugés « désirants »), sur pouvoir se considérer les défenseurs des « terroristes » sans en courir les risques et en se sentant un peu dans l'histoire avec l'alibi du discours plus avancé.

Seule (et on excuse la critique critique de cette primauté) l'autonomie réelle devenue projet armé contre tous les aspects de la vie sociale, la constitution d'un réseau de résistance et d'attaque contre les centres vitaux du système de l'exploitation et de la mort, vivre avec plénitude dans la conscience d'être déjà partiellement hors de la tenaille du capital peut permettre le début de ce chemin vers la libération. Mais là aussi, au niveau du sujet opérant comme au niveau social, il faut couper les ponts avec la normalité quotidienne, créer une situation de non-retour, se clandestiniser. Et là aussi il faut démanteler les images faciles qui ont été créées autour des organisations clandestines, l'idée que le travail de guerrilla peut être uniquement mené de façon à se soumettre à une pression, à une instrumentalisation de nous-mêmes et des autres. Mais les motivations qui poussent beaucoup de camarades à la lutte armée sont les motivations de

mais sont aussi nécessaires ; ils constituent aujourd'hui les pré-conditions de la survivance humaine, ce sont des concepts « pratiques ».

Prenons le cas des problèmes énergétiques. La révolution industrielle a augmenté la quantité d'énergie utilisée par l'homme. Même s'il est sûrement vrai que les sociétés pré-industrielles s'appuyaient principalement sur la force animale et humaine, dans beaucoup de régions européennes le développement de systèmes d'énergie plus complexes, comportant une intégration des ressources comme la force de l'eau et du vent et une grande variété de combustibles, est indéniable. La révolution industrielle a écrasé et détruit ces modèles régionaux d'énergie, les remplaçant au début par le charbon, puis par le charbon et le pétrole. En tant que modèle intégré d'énergie, les régions ont disparu et il est inutile de rappeler le rôle de cette rupture du régionalisme dans la production de la souillure de l'eau et de l'air, dans la dévastation de régions entières et, enfin, dans la perspective d'un épuisement global. On s'est retrouvés face à un choix : d'une part, les cadrans solaires, les moteurs à vent et les ressources hydroélectriques qui, si on les prend individuellement, n'apportent pas une solution à nos problèmes énergétiques mais, pourraient, mis ensemble comme une mosaïque, comme un modèle organique d'énergie développé grâce au potentiel d'une région, satisfaire les besoins d'une société « décentralisée » et réduire au minimum l'usage des combustibles nuisibles ; d'autre part, il y a un système d'énergie fondé sur des matériaux radioactifs qui amène à une contamination diffuse du milieu, d'abord de façon subtile, puis à une échelle massive et réellement destructrice, avec l'ajout d'une injection ultérieure de concentration et de terreur dans le tissu social.

Les forces de la destruction et de la mort se sont subitement alignées pour cette dernière solution, les berlingueristes les ont suivi tout de suite, se faisant même, dans certains cas, porte-drapeaux (à Gênes, pour la défense des catégories socio-professionnelles, les techniciens du PCI rêvent d'un Ansaldo qui nucléariserait toute la planète, une sorte de folie homicide qui a contraint les camarades des BR à en envoyer quelques uns à l'hôpital pour observation). Taxant de « romantisme » le puissant mouvement qui s'est développé aux USA, en Allemagne et aussi dernièrement en Italie contre les centrales nucléaires, les berlinguéristes pensent agir de façon réaliste ; en réalité, ils se limitent à préparer à manger à chaque fois que chie le capital.

Si les idées critiques qui émergent dans le mouvement n'ont pas encore atteint la forme d'un projet alternatif et constructif, les raisons

1. Gros groupe métallurgique.

en sont variées : avant tout, le mouvement ne s'est pas encore libéré des idéologies du passé mais est en voie de libération. En second lieu, après un siècle de « réalisme socialiste », s'aventurer dans le règne du possible est une entreprise psychologiquement ardue. En troisième lieu, la perversion des forces productives est arrivée à un point tel que la « reconstruction » apparaît comme une tâche énorme. La destruction du milieu naturel et social opéré par le capitalisme est si profonde qu'elle engendre presque de la résignation comme face à un processus irréversible, mais il y a essentiellement une raison politique à cela : les forces du passé sont bien organisées et spécialisées dans l'art de la destruction et de la mort – les camps allemands fument encore.

D'autre part, il y a aussi des raisons décisives à la naissance de ce projet : tant que le mouvement ne saura pas proposer à tout le reste de la société son projet pour sortir de la crise générale, il sera emporté lui aussi ou, ce qui revient au même, ses idées finiront par être perverties le long des canaux putrides (qu'on arrête enfin de penser à la perversion de la poussée des années 60 dans les faux « conseils » de quartiers, d'usines, d'écoles, etc., ce qui, à dire vrai, démontre que les berlingueristes préparent aussi à manger où nous, nous chions). Il est sûr que notre méthode d'élaboration ne devra pas être celle des berlingueristes qui ont confié leur projet à moyen terme à quatre ou cinq « intellectuels super organiques » et puis l'ont fait rédiger par ce génie léonardesque qu'est Achille Occhetto [1], et il en résulte maintenant qu'ils en ont honte et qu'ils le font tout juste lire à l'évêque d'Ivrea.

La présence critique, constructive, utopique est une condition nécessaire mais non suffisante, une telle présence aujourd'hui ne peut devenir hégémonique si, parallèlement, une présence critique, négative, destructive des processus en cours ne se développe pas.

La critique destructive, la critique des armes, est aujourd'hui la seule force qui puisse rendre crédible ce projet et le faire prendre en considération. Face à lui, le mouvement n'a pas d'interlocuteurs mais a les forces de la destruction et de la mort, et, d'autant plus profonde est la crise économique, sociale, politique et morale, d'autant plus s'unissent les forces du passé dans une étreinte finale. L'Etat, pour ces forces, est la dernière plage ; le processus de concentration doit être désormais étendu aux idées : la classe des renégats, en s'intégrant, ne peut laisser de place à l'opposition. Quoiqu'en disent ou crient les coqs du pays (ils ont fait le vide autour de Bologne, effrayés par la « primitivité » des analyses transalpines), en Italie comme en Allemagne, on assiste à la formation de

1. Dirigeant du PCI.

speed et l'aliénation du molotov naissent sur le même terrain. Qui, après mai, attendait la seconde vague a été démenti : le ici et maintenant ne se produit jamais deux fois.

« L'insurrection » repropose encore une fois l'écoulement ininterrompu de la critique de la vie quotidienne à la pratique de sa subversion. Au milieu, il n'y a aucun saut redevable, personne avant, personne après. Les germes de la récupération qu'on a vue opérante dans l'action des formations armées ne sont pas repérées, de même dans l'idéologie du speed, dans la réduction de la critique radicale à l'exercice culturel. Nous savons que la production de marchandises et la production d'idéologie fonctionnent ensemble. Une destruction pratique, immédiate des marchandises est possible car c'est une donnée objective, un travail précisément objectivé. L'idéologie au contraire fait partie de la base matérielle humaine, véritable infiltration dans la subjectivité, son narcotique. Face à elle, seul semble fonctionner le vieil adage maoïste, « avancer vague après vague », dans le sens qu'il faut un continuel réajustement de la critique à la multiplicité et à la reproduction de situations sous des formes relativement nouvelles. On ne peut pas alors ne pas entrevoir que la tentative spécifique du côté capitaliste est celle de séparer les deux termes du problème : d'une part, une critique des armes toujours plus projetée dans l'univers politique et indifférente à la condition humaine, d'une autre les armes de la critique, diluées dans l'exercice culturel qui a le défaut d'être le monopole des nouveaux professionnels de la culture, des cyniques sans passion.

AUTONOMIE FICTIVE ET AUTONOMIE REELLE

Ce qui est le plus critiqué dans l'aire de l'autonomie est l'incapacité de saisir sa propre quotidienneté comme substantiellement organique au mode de vie capitaliste dont elle reproduit la normalité des rythmes et des cycles et les situations de ghetto. C'est justement cette normalité qui représente le piège le plus grave pour la capacité de résistance et de révolte des individus, ce qui rogne le plus la sécession effective, l'autonomie atteinte comme subversion agissant à chaque instant de la vie quotidienne. Ce qui semble un mouvement est un cercle qui se referme continuellement sur lui-même, c'est la stagnation, la dépotentialité de la capacité d'émotions et de révolte. Nous ne serons pas seuls à découvrir l'ennui, les frustrations, la sensation d'impuissance, le gel de la stupidité et du fictif. Une assemblée, une réunion sont souvent

LE GUERRILLERO DE LA VIE QUOTIDIENNE

Les critiques de la vie quotidienne reprochent à la lutte armée d'avoir reproposé, en l'extrémisant, la politique ; de nier la socialité du mouvement pour le dénaturer et s'en assurer la représentation politique ; de reproposer en somme le vieux modèle bolchevique de révolution politique qui confie à la « révolutionnarisation » de l'économie, de la société, de la vie quotidienne une phase de dictature prolétarienne, en réalité de dictature de parti, cette fois de parti combattant, avec les résultats visibles par tout le monde ; la vie quotidienne du jeune à Rome n'a certainement rien à envier à celle du jeune moscovite, au contraire... Il est clair que les forces plus directement léninistes, les BR, ont détaché cette tendance au « congèlement » du mouvement dans la dimension séparée du politique. En général, l'extension de la lutte armée et de ses objectifs sur le social n'est pas approuvée par les camarades des BR et cette attitude est motivée par des raisons tactiques, la dispersion des forces sur des contradictions secondaires au lieu de leur concentration sur l'attaque à l'Etat ; mais le capital n'est pas uniquement économie, politique, répression, c'est aussi idéologie, mystification, mensonge, drogue, spectacle, chaque aspect de sa domination doit être frappé. C'est pour cela qu'il faut que les forces de la subversion totale descendent sur le terrain et la guerre sociale acquise en profondeur et ampleur, le mouvement révolutionnaire pourra créer uniquement de cette façon un lendemain, une situation de non-retour, irréversible, rendant inutilisables tous les vieux instruments de la domination, ses structures, ses appareils, atteignant en profondeur le vieux corps de la domination. Si la blessure est superficielle, le vieux corps recommence à fonctionner. Si on élimine la classe politique mais que sont laissées intactes les vieilles structures de la domination, qui peut garantir qu'une autre classe politique n'aura pas la tentation de se les approprier ? Si on n'abolit pas les banques, l'argent et tout le reste, qui garantira la disparition de l'économie du profit ? Certes, il faut aussi armer les esprits, « se purger des valeurs et des idéologies encaissées, vaincre les refoulements, affirmer le désir, refuser les aliénations qui nous font choses, vibrer de passions », mais le sujet le mieux armé mentalement finit toujours par être battu contre le monde des choses et des fonctionnaires de choses qui nous domine, avec ses rythmes, ses rôles, ses ghettos et il sera rejeté dans la quotidienneté de toujours. La communauté retrouvée un moment, un jour, un mois dans la lutte est vite dispersée et le sujet se retrouve seul, avec les problèmes de toujours et en plus la sensation angoissante de ce qui a été perdu ; l'idéologie du

maxi-partis ou partis de régime où le « pluralisme » est le terme classique orwellien pour signaler la persistance de bandes qui veulent s'accaparer et conserver toute la gestion de ce système.

Les forces sociales et politiques toujours plus autonomisées par rapport aux masses et toujours plus dépendantes de l'Etat n'ont pas d'autres armes que le « consensus » forcé, imposé par la terreur, pour endiguer de n'importe quelle manière l'antagonisme croissant. Le Père capital a rappelé ses fidèles. La défense à outrance de cet Etat, et même son renforcement terroriste, est le motif qui les met tous ensemble.

Cette coalition de forces étatiques peut être battue uniquement par une longue guerre d'usure, par l'ouverture d'un front interne que constitue le pôle de l'opposition, autour duquel peut se tisser l'antagonisme croissant. L'originalité de la situation italienne, par rapport à l'allemande par exemple, est l'ampleur de ce front interne, l'existence d'un mouvement qui n'isole pas la guerrilla mais qui a, au contraire, un effet multiplicateur de sa diffusion.

Azione Rivoluzionaria est né avec un œil tourné vers l'expérience de la RAF et ses analyses des processus en cours en Allemagne Fédérale ; et l'autre, vers les caractères et les forces du mouvement en Italie qui ne trouvaient pas d'expression armée dans les organisations qui conduisent actuellement la guerrilla.

C'est une coalition de forces étatiques qui est battue, non pas une force unique : les coups de flingue contre Ferrero ne s'adressaient pas uniquement à un agent actif de la contre-guerrilla psychologique, un parmi tant d'autres, mais à cette coalition et à cette campagne de mensonges, calomnies et délations par laquelle on tente d'isoler moralement et politiquement le mouvement, une campagne mise en train par le PCI à Bologne et à Rome, avec le soutien ouvert et la couverture des services de sécurité.

Laisser la liberté d'action à une des forces de coalition signifie la faire fonctionner dans son mécanisme essentiel, couverture à gauche du terrorisme d'Etat et action de récupération des forces sociales externes, écrasées par la concentration, une fois privées de leur expression politique. Le travail des services de sécurité et de Pecchioli pour éliminer physiquement la guerrilla fait un tout avec les appels de Trombadori et cie pour ôter toute identité politique aux guerrilleros ; ceux-ci préparent ensemble le terrain aux récupérateurs, aux ligues jaunes de chômeurs, aux nouveaux mouvements universitaires d'Occhetto, aux sérénades adressées aux non-garantis d'Asor Rosa. Gardes-chiourmes et récupérateurs

1. Pecchioli et Trombadori sont tous deux dirigeants du PCI.
2. Usine occupée.

développent des rôles distincts du projet commun dont ils voient déjà les traits dans les superprisons en construction. Ce n'est pas un hasard si l'écho énorme suscité par les coups de flingue contre Ferrero a éteint l'écho des attentats à la prison de Livourne et à la superprison de Florence. La nouvelle coalition se garde bien d'exposer à la risée du terrorisme les graves dommages subis par une superprison. Le moment de montrer en public les uniques créations du compromis historique n'est pas encore arrivé (on ne le verra jamais) : les camps où on pourra assassiner en silence ses ennemis, comme en Allemagne ; pour le moment, elle préfère afficher les jambes blessées d'un de ses scribouilleurs.

Refuser ce que nous avons défini comme le mythe de la classe industrielle prolétaire révolutionnaire ne signifie pas ne pas partager les actions menées pour alléger la pression que le capital exerce sur les travailleurs pour conserver sa propre domination ; les actions menées pour punir les disciplinateurs et pour affaiblir l'accumulation sont fondamentales pour permettre aux minorités révolutionnaires présentes dans l'usine de s'accaparer leur propre liberté d'action, l'essentiel étant que cela ne constitue pas un énième tribut au mythe et un conditionnement dangereux du point de vue « ouvrier », avec pour résultat de faire fonctionner le mécanisme essentiel de la coalition.

A tous ceux qui font la moue (et ils sont nombreux dans le mouvement anarchiste) devant la construction d'un groupe clandestin, nous répondons que les dangers de centralisation, bureaucratisation et aliénation se sont historiquement révélés plus consistants dans les organisations « légales » où ces dangers sont devenus directement une réalité solide. A tous ceux qui cultivent encore des illusions non-violentes, si nos argumentations ne sont pas suffisantes, une clarté toujours plus grande viendra de l'Etat et de son appareil terroriste.

Quoiqu'encore en formation, nos idées organisationnelles tendent vers un modèle connu dans le mouvement révolutionnaire, expérimenté en Espagne dans les années 30 et esquissé dans les « collectivités », dans les « communes » des radicaux américains. Nous pensons à des groupes d'affinité où les liens traditionnels sont remplacés par des rapports de profonde sympathie, marqués par un maximum d'intimité, connaissance, confiance réciproque entre leurs membres.

Qu'ils naissent sur des bases locales, de la rencontre expérimentée et reçue d'histoires personnelles variées, ou sur des bases diverses, les groupes doivent être nécessairement maintenus petits, soit pour permettre ces caractéristiques, soit pour se garantir contre les infiltrations.

Le groupe d'affinité tend, d'une part à éliminer entre les camarades les rapports de pure efficacité, d'une autre à atténuer la division

plus délicates et donc les plus protégées, elles demandent donc de véritables actions « militaires », nécessaires toutes les fois où l'on s'affronte à un ennemi armé et attentif, soutenues par un réseau riche d'informations, de moyens etc. Il est clair que les structures centrales ne pourront être attaquées sérieusement que quand la guerre sociale aura énormément fortifié la guerrilla, mais celle-ci ne doit pas s'interdire le début des contradictions, le harcèlement continu de ces appareils même par des actions directes au centre. L'opération Moro est critiquée de diverse façon mais tous les effets qui lui sont attribués par les critiques ne se sont pas ponctuellement vérifiés. Il s'est dit qu'elle avait engendré la fin de la guerrilla et, au contraire, celle-ci s'est généralisée ultérieurement, il s'est dit qu'elle n'aurait rien déstabilisé du tout, alors qu'en réalité le cadre politique est devenu un peu plus chancelant et l'opération a eu le mérite indubitable de révéler dans toute sa dangerosité le bloc de pouvoir qui est en train de se former, les grandes lignes du soi-disant parti de la mort. Nous ne partageons pas les oripeaux idéologiques de l'opération, la « prison du peuple », le « procès », la « sentence », l'« exécution », imitation inutile et macabre de l'Etat et de sa violence mais ce sont là les oripeaux, pas la substance qui réside dans la capacité-maturité du mouvement révolutionnaire dans son ensemble (et les Brigades Rouges se reconnaissent dans ce mouvement) d'asséner un coup au centre. Qui ne se souvient pas, du reste, des critiques que ces mêmes milieux adressaient aux BR avant l'opération Moro ? Et ce n'était pas seulement la voix des critiques, c'était la voix populaire : ils frappent bas, ceux qui parlent peu, les véritables assassins sont tranquilles à Rome. Certes, le coup au centre a réveillé le rêve des politiques romains, enfermés dans le bunker de Montecitorio à déblatérer sur la justice et la liberté avec des chars d'assaut à la porte ; peut-être, se demandent certains, que si on les avait laissé dormir encore un peu »... C'est une objection sérieuse mais elle ne vient pas des critiques-critiques, le prix a été payé par le mouvement clandestin par la guerre psychologique qui s'est déchaînée, les suspects, la chasse au brigadiste, les vocations policières réveillées mais, à bien voir, c'était un prix qui devait de toute façon être payé à court terme car il est indubitable que la présence de Moro, le coton accumulé autour de l'association des PCIstes aurait mené au régime du compromis historique sans les lacérations qu'il porte aujourd'hui derrière lui et il aurait donné la voie à la grande opération contre-insurrectionnelle.

SUR L'ORGANISATION CLANDESTINE

Constituer des têtes de pont en usine pour frapper le cœur du capital et de l'»Etat-Parti » naissant est le premier devoir auquel les organisations combattantes doivent faire face dans cette phase, si elles veulent finalement opérer cette soudure entre la lutte contre l'exploitation et la lutte anti-institutionnelle. La guerrilla en usine ne pourra s'enclencher que par les organisations clandestines. Les objections qui, venues de la plus grande partie de l'autonomie ouvrière, arrivent à cette position, planent à un niveau encore abstrait ; on dit : nous ne voulons pas devenir des guerrilleros professionnels, séparés du mouvement, nous voulons que croisse l'auto-organisation des luttes, favoriser des formes de luttes plus violentes et, à un niveau réel, celui des bases, et cela est possible uniquement en vivant la vie de tous les autres, et avec eux arriver à la lutte armée, de façon que l'élévation de l'engagement ne soit pas un fait fictif, spectaculaire, mais un fait de masse, réel. C'est une objection sérieuse qui dit beaucoup de notre même objectif, c'est-à-dire celui d'arriver à organiser beaucoup de cellules révolutionnaires, un « contre-pouvoir de petits noyaux qui travaillent de façon autonome dans diverses situations, combattent, interviennent, défendent, font partie du travail politique de masse », mais elle néglige le fait que les camarades investis dans les structures porteuses du capital remuent dans une eau encore très sale, exposés à la répression, pas seulement de la part des hiérarchies d'usine, de sa police interne et externe, mais aussi de la part du syndicat et du Parti : engagés dans le travail en usine, les possibilités sont rares de se procurer des moyens et des structures et, dans l'absence de structure organisatrice adéquate, ils sont amenés à des formes d'autolimitation. La croissance, la diffusion, le développement de noyaux de contre-pouvoir ne peuvent qu'être soulevées par une organisation clandestine. Dans celle-ci, se soudent théoriquement et pratiquement les noyaux qui sont en train de se développer en usine et les actifs sur le terrain, contre les services essentiels du capital, les banques, les immobiliers, les médias, les casernes, les prisons.

Si celle-ci fait fondamentalement partie de l'activité de l'organisation clandestine, c'est seulement à elle que peuvent se référer les devoirs aussi importants que la libération des camarades emprisonnés, l'attaque, la moins fictive possible, contre les structures et le personnel politique, technique, militaire impliqué dans les ministères, clé de la restructuration économique, de la guerre psychologique et de la répression. Le sabotage du cerveau central de la motorisation donne l'exemple dans ce secteur d'activité. Ces structures centrales sont les

schizophrène entre le privé et le collectif, une division qui est la base, non seulement des incertitudes continues et des abandons, mais aussi de l'opportunisme et de la non-transparence dans les rapports entre les camarades.

Janvier 1978

LE BUNKER DE LA LIBERTE *

Le *Corriere della Sera* est en train de s'équiper pour faire face à la nouvelle orientation de la liberté italienne. La liberté, se sont dit les divers directeurs qui, depuis peu, se relaient à la conduite de cette prestigieuse machine de la vérité, est une valeur si précieuse et rare qu'elle vaut la peine d'être gardée, même dans un bunker. Aujourd'hui, les directeurs ne sont plus choisis sur la base de leur maîtrise graphique mais pour leur expérience dans les arts de la défense, ils sont un peu comme les architectes militaires d'autrefois et leur réputation ne se mesure pas au nombre de lecteurs du « fond dominical » mais au nombre d'attentats qu'ils ont réussi à éventer. Ils sont comme les procureurs de la République qui, pour garder la justice, préparent des fortins au lieu de tribunaux. La justice et la liberté vont ensemble dans notre pays. Ils se trouvent tous en première ligne et comme tous les journaux qui ont un certain passé, comme le Corriere, pour tirer à boulets rouges sur les ennemis de la justice et de la liberté, ils n'utilisent pas uniquement des mitraillettes dernier modèle mais aussi des vieux tromblons d'où viennent aujourd'hui les bordées les plus grosses et les plus assourdissantes. Si Di Bella [1] s'occupe des fortifications, Valiani [2] se permet quelques sorties offensives («vieux » fait référence au tromblon), décharge du venin et transpire de haine par tous les pores, assez pour empoisonner, avec Solferino [3], même les voies adjacentes. Historien célèbre, il se prend pour le général Custer, tire sur les Indiens comme s'ils étaient des mouches ennuyeuses, charge et recharge son tromblon, la bave aux lèvres. Ses hommes gisent en morceaux autour de lui, il s'en aperçoit, c'est un massacre, mais il continue, intrépide ; il s'agit seulement désormais de défendre les lambeaux de la démocratie occidentale.

1. Flic de centre gauche.
2. Directeur du *Corriere della Sera.*
3. Journaliste du *Corriere della Sera*. Valiani et Solferino invitent leurs lecteurs à la délation contre les militants qui pratiquent la lutte armée.

Fatigué, déchiré, couvert de poussière, on s'imagine le voir dans son trou à rat via Solferino tirer les derniers coups. Mais, excuse, général, au bout du compte, ces Indiens aussi sont citoyens de cette démocratie, mais lui n'écoute pas. Mais, excuse, général, l'isolement carcéral et la torture ne sont pas des mesures de sécurité. Mais, excuse, général, l'arrêté de police... les superprisons... c'est inutile, son oreille d'historien refuse d'entendre la vérité. Général, il vaut mieux faire attention, ce sont les dernières balles et « les nôtres » n'arrivent pas, « mais quoi ? Et les ouvriers avec leurs mains calleuses... et les cent, deux cent mille signatures contre le terrorisme ? » Général, ou elles sont extorquées, ou ce sont des mensonges du bunker de *l'Unità*. Sache qu'à Turin, ils se fatiguent à mettre en ligne dix soldats ! « C'est un monde pourri, qui part en lambeaux. L'éclaire seulement la considérable rente mensuelle mais... en la dépensant dans un bunker !

Obscurs écrivains à la solde du pouvoir du *Corriere*, insensibles à chaque changement de propriété, direction (mais pas de salaire), Custer vous enverra à l'abattoir. Ne vous croyez pas en sécurité dans votre bunker, bien d'autres forteresses ont dû céder face à la vérité et celle-ci n'a jamais dédaigné, à condition de faire brêche, de recourir à la dynamite. Demandez le à votre illustre historien, il vous le confirmera !

* Le 24 février 1978, une bombe à la tolite a fait exploser de nuit le 88 corso Garibaldi à Milan où se trouvaient les bureaux administratifs du *Corriere della Sera*.

QUE FAIRE ?

Nous lançons un appel à tous ces camarades anarchistes, conviés à cet énième congrès, pas encore sclérosés et vieillis prématurément par le continuel et fatiguant devoir de monter sur les planches, qui, en habit d'acteur, qui, en spectateur des représentations assembléistes et congressistes et à ces camarades qui n'ont pas déjà dévolu tout leur esprit et leurs énergies révolutionnaires à une pratique qui fait de l'attente et de la défense ses prérogatives principales.

C'est précisément ici, à Carrara, comme à Venise (à la rencontre sur la technocratie), que se veulent reverdir les vieilles branches de la confusion, de l'incapacité et du caractère statique du mouvement. On veut y voir clairement, on veut comprendre avec une véritable ardeur. Mais connaissant malheureusement la désormais triste histoire de ces réunions (utiles seulement en tant qu'essais pour les joueurs de trombone), nous

pour un usage social et cloue une partie importante du prolétariat au chômage et à la faim. Autre chose que l'homogénéité d'intérêts immédiats entre une partie et l'autre du prolétariat ! Ces intérêts, bien entendu, peuvent être recomposés, mais en niant à la base la production de marchandises. Une grande partie des ouvriers s'est au contraire fermée dans la défense de ses propres intérêts corporatifs, elle demande même des investissements plus importants dans le secteur et s'est mise à disposition pour travailler même le samedi. En réponse au bloc d'ordre qui s'est créé en usine et aux tentatives collaborationnistes les plus exagérées, la guerrilla autonome a donné force à la minorité non collaborationniste par plusieurs attentats contre les filiales et le produit fini qui ont rendu pratiquement inefficaces les augmentations productives réalisées pendant les samedis de travail. Dans ce cas, le sabotage donne assez bien l'exemple de ce que peut devenir la forme spécifique de la résistance des minorités non collaborationnistes et, en se dégageant de la défense des intérêts immédiats, acquérir la signification d'opposition radicale à la production de marchandises.

Sa reprise découle directement des conditions de la production capitaliste dans sa phase « mature » qui paraissent reproduire les mêmes conditions de marginalisation qui caractérisent l'apparition de la machine dans sa phase de montée.

Puisque le travail vif est toujours plus marginal par rapport au capital fixe, il est relativement facile pour un patron d'acheter la collaboration des quelques uns qui mettent en marche une masse énorme de travail mort. Les ouvriers révolutionnaires ne peuvent être objectivement majoritaires, la démocratie n'a pas de sens vue la disproportion des forces : le capital a de son côté les millions de travailleurs dont le travail s'est objectivisé dans les machines ou a été remplacé par elles, d'autre part, il y a le petit millier de travailleurs qui les met en marche, une disproportion qui à chaque moment permet au capital d'en corrompre une partie plus ou moins importante. Dans cette situation, les ouvriers révolutionnaires se retrouvent submergés dans une mare de « briseurs de grève » et non vice-versa, mais la concentration et l'intensité du capital exaltent vraiment le rôle de ces minorités, parce qu'elles peuvent racheter leur mise en marge en « frappant au cœur », non seulement les surveillants de la nouvelle ou vieille classe politique, mais surtout le travail mort. Si ce moloch n'est pas enrayé, le passé, le travail accumulé, extorqué à des générations entières d'exploités, sera enseveli.

menace du chômage technique : l'administration a des difficultés à écouler la production accumulée et menace les ouvriers de les mettre au chômage, le produit accumulé est donné aux flammes et la menace rentre. Cette concomitance donne au message qui passe par cette action un caractère purement défensif : pour garantir la continuité de l'occupation, on peut recourir à n'importe quel moyen, également à la destruction du capital, de la même façon que le capitaliste, quand il voit son profit renforcé, recourt à la destruction des marchandises pour ne pas en diminuer le prix. L'action, au lieu de s'enrichir de la signification qu'elle a objectivement, s'appauvrit dans le concept que la continuité du rapport d'échange travail-capital est maintenue à n'importe quel prix, avec le recours d'un côté ou de l'autre à la destruction si le profit ou le salaire est renforcé. D'autre part, l'anonymat qui cerne les actions de sabotage à la Fiat paraîtrait doté d'une fausse suggestion à la conscience « moyenne » des ouvriers, on craint l'isolement politique parce que « il peut y avoir des pertes sèches de salaire, les ouvriers chopent les boules » etc. Cela se passe de cette façon parce que les raisons de l'idéologie concourent, avec celles du pouvoir, à faire échoir le sabotage à un simple « moyen de lutte » en défense des intérêts immédiats de la classe ouvrière. Marx nous avait déjà averti de la tragi-comédie des intérêts immédiats. On peut retrouver cette espèce de contradiction dans la défense des intérêts immédiats, bien illustrée dans le cas de l'Alfa.

Au niveau du sens commun capitalisé, les autos Alfa sont appréciées pour une série de caractéristiques qui devrait plutôt nous endurcir à les repousser. Avant tout, l'utilisation de matériaux coûteux demandés par des fortes sollicitations à laquelle ils sont soumis par la rapidité et par la reprise du moyen : une grande consommation d'énergie. De telles caractéristiques ont des incidences négatives sur le social, à moins de ne pas considérer comme positif le fléau autoroutier auquel cette rapidité contribue : la grande consommation soustrait à son tour l'énergie des autres utilisations et souille le milieu de façon irréversible. Si ces considérations ne suffisent pas à motiver le refus de ce produit, regardons à qui il est destiné, essentiellement à la classe moyenne qui marque souvent son véritable statut par la possession de ce produit, pour ne pas parler des clients plus affectionnés, politiciens et carabiniers qui utilisent ces caractéristiques pour tuer les prolétaires. Ce n'est pas tout, l'Alfa clôt les bilans en négatif et nous arrivons au fait absurde de l'Etat qui soustrait des ressources d'autres secteurs pour combler les pertes.

Les ouvriers de l'Alfa sont restés les seuls à appuyer une production qui détourne d'énormes ressources en moyens, matériaux et hommes

sommes sûrs qu'à peine surgira à l'esprit de tous les camarades l'assurance d'avoir clarifié ou confirmé le véritable « que faire », la réalité sera déjà nouvellement changée comme tant de fois, c'est pourquoi l'assurance obstinée et conviction se trouvera devant un mur insurmontable.

Et alors, les camarades retomberont dans la confusion, dans le dégoût et dans la désillusion, ou, encore pire, d'autres s'obstineront dans leurs cadres mentaux et nous entendrons, ou il vaut mieux dire nous entendrons parler, des syndicats, d'anarcho-syndicalisme : cadre mental bien vieux par rapport à la société et à la réalité d'aujourd'hui et peut-être, pensons-y un peu, pas même si révolutionnaire que ça par rapport à celle d'hier (mais comment... et l'Espagne ? Oh, oui ! L'Espagne... mais sans la FAI ? ! ?). Ou encore de lutte de classes, d'organisation de masse : cadre mental encore plus putride et décrépi que le précédent, nous l'appellerons en pathologie médicale : « phagocytose marxiste et état inconscient d'involution dégénérée ».

Camarades, nous cherchons une bonne fois pour toutes à nous renouveler, à être en phase avec notre époque, ou mieux, à la prévenir. Comme si on pouvait espérer être incisif si les méthodes d'intervention, le plus souvent issues de la même propagande théorique, sont désormais si vieilles et consumées qu'elles réduisent les anarchistes à un mouvement d'opinion stérile et improductif, capable de se mobiliser, ou sur un terrain défensif lorsque le pouvoir lance ses flèches répressives (inutile de rappeler dans ses particularités le cas Valpreda, ou pire, le cas Marini avec ses : « Se défendre des fascistes n'est pas un délit, camarade Marini, tu seras libéré »), ou bien comme « queue », néanmoins alternative, de cette politique orageuse et obscène des divers ex-extra-parlementaires.

Camarades, laissons là la propagande des slogans, des schémas, de faits datant d'il y a 100 ans : nous cherchons à être positifs. C'est une invitation que nous adressons aussi à ces camarades qui traitent notre stratégie de suicidaire.

Comment peut-on voir le suicide de la lutte armée quand un nombre toujours plus grand de camarades, travailleurs, chômeurs et sous-prolétaires se rebelle avec les armes face à la cruauté du pouvoir ?

Peut-être est-ce un suicide d'avoir abandonné la pratique sans stratégie et tactique des groupes anarchistes traditionnels qui ne savent pas comment se remuer, désorientés par l'évolution des événements, pour embrasser à nouveau la prétendue « propagande par le fait » comme exemple pour généraliser l'action directe ?

Peut-être est-ce un suicide d'avoir repéré dans la lutte antinucléaire, non seulement une forme de bataille dans un secteur spécifique, même avec un badigeonnage écologique, mais une lutte précise contre le pouvoir ?

Et est-ce encore un suicide que de déstabiliser l'Etat sous toutes ses formes centrales ou périphériques en le ridiculisant, en le mettant en crise et en le poussant à se montrer sous sa vraie face, faite de coercition et de violence ?

Mais avant que quelque trompette soliste désormais habituée fanfaronne : « Mais qui sont ceux-ci : FAI, GIA ou GAF [1] ? », nous nous présentons : nous sommes anarchistes, nous l'avons déjà dit, notre organisation est une organisation révolutionnaire dans laquelle les différents groupes se sont réunis soit à un niveau local, soit par la rencontre d'événements personnels variés, sur la base d'une affinité dans les diverses expériences et conceptions des camarades. Groupes d'affinités qui maintiennent leur autonomie et liberté d'action et au sein desquels les rapports entre camarades ne sont pas de pure efficacité mais caractérisés par un maximum de connaissance, d'intimité et de confiance réciproque.

Ce que nous voulons, c'est porter une critique destructrice de l'Etat à travers l'usage de la violence révolutionnaire, la lutte armée, la propagande par le fait. Nous voulons accélérer le temps et élargir le front interne de la rencontre pour arriver à une déstabilisation de l'Etat.

Nous croyons que la présence critique constructive, utopique, n'est pas une condition suffisante, même si elle est nécessaire, si parallèlement ne se développe pas une présence critique négative, détruisant les processus en cours.

La critique des armes est aujourd'hui l'unique force qui peut rendre crédible n'importe quel projet.

Créer, organiser, 10 - 100 - 1000 noyaux armés.

1. FAI : fédération anarchiste italienne.
GIA : groupe international anarchiste.
GAF: groupe anarchiste fédéraliste.

ACTIONS DU 6 AVRIL 1978 A ROME

Nous, Azione Rivoluzionaria, revendiquons les attentats commis contre le siège de la Banque de Rome via Cernaia, contre le concessionnaire Ferrari via Pinciana et contre le salon de l'auto via Palmiro Togliatti : repaires du système capitaliste et centre des multinationales.

Nous croyons qu'il survivra si la contestation ne passe pas par les seuils de l'usine ; là, la nouvelle sensibilité subversive se répand mais lentement, justement parce que les jeunes chez qui elle est particulièrement vive soit refusent le travail en usine, soit, s'ils l'embrassent, deviennent vite des virtuoses de l'absentéisme. Et on peut aussi juger l'absentéisme par ce qu'il indique négativement, c'est-à-dire l'absence d'une communauté de lutte dans laquelle se reconnaître et qui rend intéressante l'usine en tant que lieu de contestation.

Dans les années 60, les interruptions imprévues et les grèves sauvages avaient créé une certaine ingouvernabilité : le syndicat, au bord de la banqueroute, après des années de fléchissement, a réussi à faire monter facilement l'ébullition des années 70 et a reproposé le modèle syndical avec sa bureaucratie, verticalité et délégués, comme modèle unique. Si tout cela a fait chuté beaucoup de luttes ouvriéristes, cela ne signifie pas que l'usine est un corps unique avec son Etat-parti et ses diverses courroies de transmission. Les contradictions introduites dans le monde syndical par le nouveau et désinvolte syndicalisme à la soviétique de Lama sont visibles par tous, mais l'apparition immédiate du maximalisme syndical (auquel adhèrent également les partisans de la résurrection de l'USI) montre encore une fois combien il est difficile d'abandonner le terrain revendicatif et, enfin, le modèle syndical.

Si on peut parler d'une opposition ouvrière, celle-ci s'est révélée par le sabotage. Le phénomène a surtout été développé à la Fiat dans le sabotage des installations, mais il est présent au nord comme au sud dans les attentats contre les multinationales italiennes et étrangères qui ont provoqué des dommages parfois colossaux aux installations, au produit fini, aux calculateurs électroniques. Les détracteurs de la lutte armée sous-valorisent le phénomène car il ne serait pas l'œuvre de producteurs mais des groupes armés, comme si ceux-ci devaient être nécessairement extérieurs à l'usine ! C'est au contraire le phénomène « terroriste » le plus important de ces dernières années même s'il est le plus « sous-estimé ». Pourquoi ? Nous pensons qu'une telle sous-évaluation de la part du pouvoir est voulue et cache son appréhension extrême et la peur que cela répand. On ne peut pas l'expliquer différemment au niveau des médias, le traitement différent que le pouvoir utilise dans les cas d'attentats internes et externes à la production : dans le premier cas, il minimise le fait jusqu'à l'atténuer par la lenteur des recherches, dans le second, il fait sonner la trompette pour la chasse aux terroristes. Mais il y a aussi des raisons reconductibles à l'idéologie des camarades qui en limitent la portée et la signification. C'est le cas des sabotages de produit fini arrivés en concomitance avec la

parce que les conseils d'usines, sur admission d'un syndicat de la CGIL, craignaient que le contrôle examiné puisse amener à une quelconque diminution de la production, alors et maintenant en grande croissance. L'intérêt de l'ouvrier porte quasi exclusivement sur les conditions de travail car celles-ci se répercutent sur lui de façon directe tandis que les conséquences de ce qu'il produit se répartissent sur l'ensemble de la société, comme l'appauvrissement général des ressources, souillure et bien entendu profit, c'est-à-dire, possibilité d'extension du cycle infernal. Mais les conditions de travail sont la nourriture dans laquelle barbotent les porcs, réformistes, sociologues, psychiatres. C'est le terrain de la médiation par excellence, du compromis, de la revendication, de l'amélioration, on s'améliore mais toujours à l'intérieur des conditions données, celles-ci ne sont jamais remises en question. Ce de quoi ont peur les patrons et les réformistes n'est pas le maximalisme revendicatif de la « nouvelle gauche » mais l'opposition sans médiations, absolue, la non-collaboration : nous n'acceptons pas les conditions données, ni les gardiens aux portes, ni murs d'enceinte, ni les fiches, ni les chronomètres à observer et ainsi de suite, nous ne voulons pas des conditions de travail forcé ni de ses résultats, objets inutiles et socialement nuisibles.

La grande découverte de Nanterre en 68 est que la contestation rapporte quand elle se place directement et immédiatement dans les lieux dans lesquels s'exerce le pouvoir bourgeois. La « révolutionnarisation » de l'école, de la famille, de la médecine, des prisons, du rapport entre les sexes n'est pas renvoyée au lendemain de la révolution économique et politique. Le modèle selon lequel la révolution doit d'abord subvertir la propriété, d'où tout viendra en conséquence, est mort et enseveli, de même que le genre de modèle « démocratique » de l'action politique comme action indirecte, différée qui se cache désormais au sein du PCI et de ses groupuscules. Il s'agit de toute une série de mouvements qui imposent et défendent une nouvelle sensibilité que Duverger nomme plus subversive que révolutionnaire « dans la mesure où la révolution implique le projet cohérent d'une nouvelle société ». Subversive car elle va aux racines des choses et reconnaît les diverses aliénations institutionnelles comme formes spécifiques de cette structure de l'aliénation qu'est l'exploitation. « Si le capitalisme peut survivre à une, deux de ces contestations, il ne peut que crever avec leur multiplication parce que cette multiplication converge dans sa dynamique vers et contre les racines du capitalisme. Croire qu'il survivra veut dire que le lien entre le profit et les institutions n'est pas nécessaire et rigoureux ».

ATTAQUE DU SIEGE DE LA DC D'AOSTE

Dans la nuit du 18 au 19 juin 1978, nous avons attaqué le siège de la démocratie chrétienne d'Aoste. Ceci, comme avertissement, afin que soit révoquée la permission concédée au Mouvement Social Italien de continuer à parler sur les places d'Aoste ; parce que la DC est symbole de spéculation, d'exploitation, dont le cas Leone est seulement un exemple. La DC veut nous faire descendre dans la rue pour qu'on s'affronte aux fascistes et qu'on se fasse massacrer par la police. Nous ne permettons pas que d'autres camarades soient tués sur la place publique et nous utilisons donc ces armes contre les fascistes et ceux qui leur permettent de parler. Cette action est la démonstration de notre force et notre intention. Ce n'est qu'un début.

Créer, organiser, 10 - 100 - 1000 noyaux armés.

ATTAQUE DU 23 JUILLET 1978 CONTRE IBM - TURIN

Nous, Azione Rivoluzionaria, groupe d'Attaque directe Nico et Attilio, avons touché la multinationale IBM.

COMMUNIQUE RELATIF A L'ATTAQUE CONTRE LA REDACTION D'AOSTE DE LA GAZETTA DEL POPOLO *

Nous avons attaqué le siège de la *Gazetta del Popolo* afin de rappeler à tous les journalistes vendus au régime qu'une centaine de camarades révolutionnaires sont en train de mourir dans les camps-prisons italiens. Cette action veut évoquer tous les camarades morts durant les actions contre l'Etat.

Créer, organiser, 10 - 100 - 1000 noyaux armés.

* Journal de la DC

NOTES POUR UNE DISCUSSION INTERNE ET EXTERNE

Crise et plan du capital

La crise qui a renversé notre pays fait partie d'une crise générale qui a investi toutes les économies occidentales. Elle prendrait la forme d'une crise générale de surproduction si le capital n'était pas extrêmement concentré et donc en mesure de contrôler la production et le marché. Si ce contrôle empêche les formes classiques de la surproduction, c'est-à-dire un surplus de marchandises qui, ne trouvant pas de marché, perdent de la valeur, il ne peut toutefois empêcher que ce processus de dévalorisation ne se transfère des marchandises au capital investi dans leur production, lequel se retrouve sous-utilisé par rapport à sa capacité. Les coûts majeurs de ce qui est sous-utilisé se déversent, grâce à ce contrôle, sur les prix, aggravant le processus inflationniste normal.

Le capital investi et sous-utilisé subit donc un processus de dévalorisation qui provoque à son tour une faible incitation à l'investissement, avec pour résultat que le capital sous forme d'argent se dévalorise à son tour, car sa capacité à se transformer en matière première, moyens de production et salaires pour produire du profit subit à son tour une sous-utilisation ; le capital investi est partiellement inopérant, le capital circulant est partiellement inopérant, le taux d'intérêt du capital argent diminue proportionnellement à cette inopérance. La crise se transfère du système de production au système de crédit. Le capital argent, plus mobile, en se dépréciant, réagit à cette dévalorisation donnant lieu à une série de manœuvres spéculatives sur le marché monétaire, avec pour résultat de ne pas pouvoir changer le cadre d'ensemble mais d'induire aussi la crise monétaire. Une des représentations synthétiques de la dévalorisation d'ensemble est la crise du dollar qui constitue le capital argent de référence.

Au niveau social, cette dévalorisation comporte une diminution de la population active par rapport à l'ensemble de la population ; si les ouvriers, par une suite de rigidités institutionnelles ne sont pas licenciés, ils ne sont pas non plus embauchés et, en fait, les données s'accordent à révéler que le chômage est un phénomène dont la moitié de son taux concerne les jeunes.

Les réductions plus ou moins drastiques de production sur lesquelles a été construit le capital découlent de facteurs variés dont certains traditionnels comme la concurrence de la barrière extérieure aux pays occidentaux ; on sait, par exemple, que dans une série de secteurs de base, des produits sidérurgiques aux produits alimentaires, la concurrence de

économique, voient dans le PCI une force promotionnelle non secondaire à la force démo-chrétienne, spécialement dans les usines où le rôle de la bureaucratie PCIste dans la favorisation de la collaboration et aussi du contrôle policier est fondamental. Les camarades des BR qui théorisent la centralité DC dans ce processus risquent de rester déplacés par le rôle des « berlingueristes » qui ressort dans leurs mêmes journaux d'usine. Dans cette phase d'exécution, ce serait une erreur d'évaluer la force d'un parti avec des critères électoraux ; quels que soient et seront les rapports de force parlementaire, le rôle du PCI est central, sous peine d'écroulement vertical de l'Etat et de l'économie.

La même gestion fortement idéologisée du pouvoir, reddition nécessaire de la crise, va dans la même direction. Il est clair, en fait, que seule une idéologie de « gauche » peut développer ce rôle dans les masses ouvrières : « austérité », « sacrifices » au nom de l'intérêt national sont de fausses valeurs que seule la « gauche » peut imposer, si, avant, l'ouvrier vivait une vie de privations pour acquérir l'automobile, le frigo, après, il continue à vivre une vie de privations pour acquérir son rôle à l'intérieur d'une structure (le Parti) qui dit de faire des sacrifices pour la « construction progressive du socialisme ». S'il existe un projet sur lequel l'impérialisme peut appuyer dans cette phase la mobilisation « fasciste » des masses, c'est le projet berlingueriste de l'austérité, des sacrifices, du sens de l'Etat, de la classe qui se fait Etat etc. Le « Parti-Etat », avec sa myriade de bureaucrates syndicaux et de Parti, ses conseillers d'usines, de quartiers, communaux, régionaux, est déjà une réalité opérante et la lutte contre le « Parti-Etat » est déjà en place un peu partout.

Le nouvel Etat qui est en train de s'installer au sein des masses prolétaires est l'ennemi interne du mouvement révolutionnaire qui est balayé au loin avant qu'il se consolide et développe en toute plénitude toute sa fonction contre-révolutionnaire et cela est particulièrement urgent en usine où il constitue l'ultime tranchée de protection idéologique du capital. S'il est vrai, en fait, que le capital a perdu, mètre par mètre, les têtes de pont qu'il avait placé dans la famille, l'école, etc., il les a encore, et acquis, dans le cœur même de sa genèse. Toutes ces années, si tout est remis à la discussion, la domination a été dénichée également dans les plis les plus cachés de la conscience, mais la racine de toutes ces aliénations, la production de marchandises, en est restée pratiquement extérieure. Il y a des exemples bruyants et dangereux, comme cette réunion de tous les conseils d'usines des industries d'armement qui fut annoncé en 76 pour discuter de la proposition d'un « contrôle parlementaire sur la production de guerre », et ce fut le désert

programmateur, dans lequel inscrire un personnel uni, respectueux des sommets, pourvu d'une idéologie étatique.

Outre l'avantage d'un parti dominé solidement par le haut par l'intermédiaire de l'appareil, le PCI a l'avantage décisif, en phase de restructuration, d'hégémoniser une grande partie de la classe ouvrière, cette aristocratie ouvrière qui est le pivot de la restructuration ; ce n'est pas tout, l'hégémonie est aussi en train d'atteindre désormais la barrière des cadres intermédiaires de l'appareil des entreprises d'Etat, au nom desquels le PCI demande le respect des critères de professionnalisme et l'esprit d'entreprise contre la moyenne bourgeoisie d'Etat, d'origine professionnelle incertaine, de bric ou de broc, de toute façon voleuse. C'est sur ce bloc de forces, au niveau des grandes entreprises d'Etat, que le PCI se fixe pour relancer le capitalisme italien dans le contexte international et constituer ainsi le soutien essentiel du nouveau régime. C'est évident que la carte d'esprit d'entreprise, du retour au profit, est jugée décisive également pour limiter la forte dépendance par rapport au capital américain et allemand, avec ses inévitables (dans l'immédiat) contreparties politiques de type straussien (auquel est particulièrement sensible la droite DC) et dans le but de relancer également, ainsi que l'économie italienne, la véritable présence politique en Europe, le rôle de médiation avec les pays « socialistes », un rôle qui n'est pas vu négativement par la social-démocratie allemande. L'accusation hiltonienne de protectionnisme est probablement hors propos, le reste à démontrer l'adhésion « critique » (qui est aussi toujours adhésion) au serpent monétaire. C'est vrai que le PCI qui joue sa carte décisive dans la relance capitaliste de l'Italie, reste plus au cœur des contreparties économiques de l'adhésion au SME [1] par rapport à ces politiques auxquelles paraît au contraire plus sensible la DC qui, après avoir pillé quand c'était possible, attend plus modestement un encouragement politico-répressif au nouvel Etat européen et une augmentation, si possible, de la dépendance des plus fortes économies occidentales.

1. Système monétaire européen.

LE PARTI-ETAT ET L'OPPOSITION OUVRIERE

Soit les processus de restructuration d'Etat (renforcement de l'exécutif, indépendance des organes d'Etat par le Parlement, instauration de la guerre psychologique), soit les processus de restructuration

cette barrière externe s'est faite sentir, imposant des réductions drastiques. D'autres facteurs sont moins traditionnels et inhérents au même modèle de développement capitaliste axé sur la production de « biens » de consommation durables ; l'expansion du marché interne a désormais atteint ses limites et le grand cycle lancé par l'automobile, le réfrigérateur etc. semble bientôt toucher à sa fin, mais ce modèle est aussi en train d'exposer dangereusement le capital à un conditionnement toujours plus strict de la part de la « demande ouvrière », c'est-à-dire de la masse salariale, qui constitue le marché de ces « biens ». Un conditionnement qui risque de faire du salaire une « variable indépendante » par rapport à la marche du cycle, dans le sens que la dynamique pour la hausse des salaires afin de soutenir le marché interne ne peut être interrompue à volonté et continue d'avancer pour son propre compte, indépendamment des conditions de production. On connaît les acrobaties auxquelles est contraint Lama pour stopper cette dynamique.

Le plan du capital pour sortir de cette impasse, la soi-disant restructuration, semble orienté, d'une part de plus en plus vers une libéralisation, dans les économies occidentales, du coût du travail ouvrier et de la « demande ouvrière ». Et cet objectif ne peut être atteint que si le système ne se fonde plus sur la production de « biens » de consommation de masse mais sur la production de moyens de production et services, à savoir en opérant dans les pays occidentaux un saut technologique à plus haute composition de capital, c'est-à-dire, en lançant le nouveau cycle de l'industrie nucléaire, guerrière, électronique, téléphonique, etc. D'autre part, déplaçant là où existent encore d'énormes possibilités d'expansion du marché, de nouveaux investissements dans les productions traditionnelles sur la barrière externe, où le coût du travail est très, très bas. Sur ce plan, les préoccupations politiques dérivantes par la concentration de grandes masses ouvrières dont le contrôle devient toujours plus difficile ont aussi leur part.

Le plan du capital est hardi et même les plus optimistes ne s'en cachent pas la difficulté. Avant tout, les investissements dans de nouveaux secteurs à haute composition de capital arrivent à une échelle très grande, tout en n'étant pas à la portée de tout le monde, en d'autres mots, le capital argent en quête d'investissements est abondant par rapport à la possibilité d'investissements dans les nouveaux secteurs. De plus, ce nouvel investissement porte en soi tous les risques de l'innovation et requiert une expérience scientifique et technique notable mais, avant tout, un marché sûr, vue l'ampleur des investissements. L'industrie chimique ne fait pas autorité en la matière mais donne une

idée des risques courus, d'autant plus que le marché des nouveaux « biens » paraît quelque peu incertain. L'industrie guerrière, même italienne (Agusta, entre autres) a armé d'un exercice puissant un petit tyran odieux comme le shah, c'est à douter que cet armement continue et un marché « sûr » comme le marché iranien se révèle être un marais qui engloutira beaucoup d'illusions. On dit la même chose de l'industrie nucléaire : c'est sûr, qu'une fois installées, il sera impossible de démanteler les centrales nucléaires mais ce qui est en train de se vérifier un peu partout, même dernièrement en Autriche, c'est la difficulté à s'installer. En Italie, les PCistes, ânes bureaucrates du nouveau capital, n'insistent pas, peut-être que les centrales seront construites par les ânes de l'Ansaldo mais pas pour le marché interne.

L'énorme masse des capitaux demandés, les technologies les plus sophistiquées, les nouvelles sources énergétiques comme l'uranium, donnent objectivement aux USA la conduite de ce processus de restructuration et aux grandes banques américaines une position décisive, et les capitaux accumulés en grande partie par les pays producteurs de pétrole y confluent. Une conduite qui peut toutefois rencontrer des résistances dans les économies nationales plus fortes comme l'Allemagne Fédérale et le Japon qui, grâce à une classe ouvrière intégrée, arrivent à exporter une masse incroyable de produits et à réaliser un actif formidable dans la balance des paiements. Les USA sont en train de demander à ces pays de modifier leur modèle de développement. L'aire de la CEE se trouve liée, d'une part, à l'hégémonie américaine, mais elle est aussi fortement influencée par la stabilité et par la force de l'économie allemande. « Le futur décidera si, de ce genre de bras de fer, ressortira un renforcement de l'hégémonie US ou alors une phase de contrastes plus aiguë ». La situation est en plein mouvement, comme le montrent les derniers accords sur le serpent monétaire et l'accélération des processus de construction de l'Etat européen, phénomènes imprévus et sous-évalués qui font penser à un renforcement de l'influence allemande et à un système pas du tout homogène des multinationales.

L'autre partie du plan du capital, à savoir le déplacement des productions traditionnelles, semble la plus compromise dans les analyses léninistes. Les limites que le capital occidental trouverait dans l'aire du « social-impérialisme » et dans les pays décolonisés le pousserait à trouver une issue dans la guerre. La situation semble en réalité renversée depuis les derniers développements en Chine : sa prochaine entrée dans l'aire occidentale élargit démesurément les limites d'intervention du capital occidental jusqu'à renverser les rapports entre les deux aires

d'Etat cherchent désormais à s'enraciner au sein du peuple en s'appuyant sur la mobilisation de l'appareil PCIste, celui sur lequel retombe le déchaînement de la guerre psychologique.

Le processus de transformation de l'Etat en direction du nouveau fascisme n'a pas seulement trouvé le PCI consentant mais l'est depuis cette poussée jusqu'à ses conséquences extrêmes ; tous les instituts de la « participation » tant mise en avant, des conseils de quartier à ceux d'usine, ont été facilement (étant fictifs) bouleversés en nouveaux buts du contrôle social, politique, répressif. Des syndicats aux conseils d'institut, tout est devenu courroie de transmission des ordres des appareils centraux. Les gardiens d'immeubles, que craint l'institution Croissant, sont dans les objectifs du petit comité pour l'ordre républicain promu par les PCIstes à Bologne, dans l'attente de l'agent de police du quartier, ses fonctions sont détournées par les sections territoriales du PCI. On s'indigne, on fiche... Les mêmes démo-chrétiens rénovateurs, les hiltoniens, expression directe des multinationales privées, ont été surpris et brisés par cette invasion de l'Etat et de ses rôles de la part de l'appareil PCIste, ils ont repoussé avec embarras les offres de former des milices volontaires de surveillance dans les usines, les quartiers... Face au retournement opéré par le PCI, les hiltoniens ont redécouvert la valeur du libéralisme ! Mazzotta écrit : « A mon avis, le PCI tend à devenir un nouveau régime « avec un triple rôle : « Un rôle de force d'ordre dans les confrontations d'une situation explosive... Un rôle de répression par rapport aux tensions sociales... Enfin, un rôle de gardien, pour un retour à des conceptions protectionnistes et de fermeture dans les confrontations du rapport libre avec le reste du monde ». Depuis trente ans de régime démo-chrétien, les hiltoniens redécouvrent, face à l'invasion des hordes PCIstes, les valeurs de la dialectique parlementaire ! Mazzola, expert des problèmes de l'Etat, craint qu'une alliance politique avec le PCI « conduise substantiellement à un régime tenu de fermer, au lieu d'élargir, les espaces de liberté et de criminaliser inexorablement le dissentiment : un régime qui, par la suite, serait hégémonisé par le PCI et se transformerait en une sorte de démocratie associée ». L'objectif des hiltoniens est transparent : retourner à la dialectique démo-chrétienne, rechassant le PCI vers l'opposition, après avoir dépassé la crise complexe du pays. L'objectif du PCI est exactement à l'opposé : instaurer le nouveau régime du compromis historique utilisant la crise complexe du pays comme l'ennemi objectif » contre lequel faire valoir comme indispensable l'alliance politique.

Les transformations en place au niveau étatique jouent objectivement en faveur de la stratégie PCIste d'un fort appareil étatique, efficient,

qui sera la synthèse des constitutions « spéciales » qui se sont accumulées sur les corps des constitutions d'origine.

D'où l'importance de suivre les transformations de l'Etat allemand depuis 68. Croissant définit le produit de ces transformations comme « nouveau fascisme », un régime dans lequel le recours à la force, le dépassement des limites jusqu'alors considérées légales, l'abandon des bases de l'Etat de droit deviennent directs et préparés centralement : « le fait est caractéristique que l'appareil de répression étatique ne recourt plus seulement à de simples violations du droit... ou qu'augmente l'usage de la violence... mais que l'encadrement de chaque citoyen particulier soit scientifiquement projeté, préparé, et réalisé par la force... La moitié de cette stratégie est la guerre psychologique avec l'emploi des médias ».

L'insurrection du Mai français a conduit, en négatif, tout ce processus de transformation des Etats qui ont été indubitablement pris par surprise. Tous ceux qui reproposent aujourd'hui l'insurrection comme le produit d'une longue période de révolution culturelle oublient simplement que les lois exceptionnelles et le début de la guerre psychologique furent lancés au lendemain de 68 contre cette révolution culturelle, anti-institutionnelle, et non pas contre les formations de guerrillas. « La période de transition est encore bien loin d'être conclue : Désormais elle pourrait s'épuiser, juste par le massif et brutal emploi de tous les moyens de répression ». Celui qui écrivait ces mots, R. Dutscke, et s'illusionnait (quand on voit à quel point ils en sont arrivés), en fut aussi la première « illustre » victime. Si, en Allemagne, la guerre psychologique arrive à légaliser et couvrir la torture et l'assassinat, en Italie, le projet contre-insurrectionnel commence du côté des appareils étatiques avec le carnage de la piazza Fontana, la tentative d'en faire retomber la responsabilité sur la « désapprobation » et ainsi obtenir fortement l'identification de la population avec l'Etat, à travers la terreur et la désorientation. Les appareils étatiques, à forte composition fasciste, ne peuvent que recourir à leurs modèles traditionnels, le coup d'Etat militaire, le vieux fascisme et ils sortiront l'effet opposé, celui de favoriser le développement de la contre-violence sur tout le territoire national. Le nouveau fascisme, dans l'acception de Croissant, s'est substitué au vieux et est en train de fonctionner avec une certaine virulence avec le « bipartisme parfait » DC-PCI et avec le nivellement-exécution de toute la presse, radio, télévision, appareils divers producteurs d'opinion : « les appareils répressifs de l'Etat cherchent, par l'entremise du nivellement des médias, à faire croire au consensus de la population, à leur enracinement en elle et à l'expression de leur pouvoir ». N'ayant pas réussi à le faire avec la violence fasciste, les appareils

impérialistes, mettant en grande difficulté (effectivement susceptible de conduire à la catastrophe nucléaire) l'Union Soviétique dont l'agressivité s'accentue un peu partout ; dernier fait marquant, le soutien au Vietnam dans l'invasion du Cambodge facilement présentée, même par les PCistes, comme la libération du Cambodge ! Si, à cet encerclement renouvelé de l'URSS, nous ajoutons l'absence de quelconque opposition interne à ce régime, les dangers d'un recours à la guerre nucléaire semblent provenir plus du « social-impérialisme » que de l'aire occidentale, d'autant plus que les appels aux « mouvements ouvriers » contre l'encerclement n'auraient aujourd'hui pas l'écho qu'auraient eu les appels léninistes d'il y a cinquante ans.

La chute de tant de modèles d'intelligibilité et prévision doit nous rendre prudents quand nous nous aventurons sur le terrain des conflits impérialistes. Fonder sa propre action sur ce terrain marécageux peut devenir mortel pour le mouvement révolutionnaire.

Ce que l'on peut prévoir en toute probabilité est que la restructuration aggravera ou laissera inchangé le phénomène le plus explosif induit par la crise : le chômage de masse, lequel, en Europe et aux USA, a continué à augmenter, ayant pour conséquence que la classe ouvrière, faisant autrefois la majorité de la population, tend aujourd'hui à se réduire considérablement tandis que croît le nombre de ceux qui, au lieu de produire, se limitent simplement à consommer ou, s'ils ne peuvent pas le faire, à exproprier de quelque façon que ce soit les possesseurs du capital et du revenu, et ils sont un certain nombre à être favorables à une expropriation généralisée. Il est évident que le phénomène n'est pas du tout positif pour le mouvement révolutionnaire car, d'autre part, un secteur important de la classe ouvrière accroît ses tendances corporatistes et se ferme dans la défense de son « privilège ».

« NOUVEAU FASCISME » EN ITALIE ET EN EUROPE

La situation italienne, substantiellement homogène à celle des autres pays occidentaux, présente certaines caractéristiques qui la rendent particulièrement explosive. Tout d'abord, le capitalisme industriel italien, toujours fortement soumis au capital financier avec l'étatisation progressive des banques, s'est trouvé dans la situation heureuse de pouvoir disposer d'énormes capitaux à investir sans pratiquement s'exposer à aucun risque ni au contrôle de qui que ce soit, étant donnés les liens solides avec la classe politique qui a envahi l'Etat. Le type d'entrepreneur qui s'est imposé dans cette situation se caractérise surtout par la

désinvolture avec laquelle il opère des manœuvres spéculatives, organise des opérations productives de faillite, sûr de pouvoir ensuite compter sur les sauvetages complaisants de ses amis d'Etat, avec l'aval inévitable de l'opposition intéressée à « sauver » l'occupation. Les centaines de milliers de milliards brûlés par ces entrepreneurs ne se comptent plus, de même que les entreprises à sauver, de la Montedison à la Liquichimica. La désinvolture avec laquelle ces personnages publics et privés dissipent l'argent public en toute impunité dit tout des forces politiques « constitutionnelles », celles qui se remplissent la bouche du statut de droit. L'Etat, d'équilibrateur de la situation interne, en est devenu l'élément de déséquilibre principal, sans prendre en considération les effets non strictement économiques mais qui ont aussi une importance économique, comme la corruption généralisée qui a été poussée jusqu'à co-entraîner les couches prolétaires et constitue le soutien de clientélisme politique, qui est la base (de masse) du régime démo-chrétien. Certes, la situation a atteint les limites de rupture et la chute finale, crainte par les journalistes à la solde du régime, est mise en avant par ceux-ci comme une preuve de la solidité du régime. Si, malgré tout et tous, on n'est pas arrivé à la chute, on le doit en partie aux structures internationales qui soutiennent le capitalisme italien, en partie à la réactualisation de formes d'exploitation du siècle passé, travail au noir véritable et effectif particulièrement dans le sud qui a permis à un art du capital de survivre et croître sur le chômage de masse, en partie dû à la permanence de petites et moyennes structures productives dans lesquelles se trouve probablement le meilleur de la production capitaliste italienne.

L'opération morotea [1] d'association des PCIstes à la majorité, en plus des nouveaux rapports de force parlementaire, était vraisemblablement dictée par la nécessité de contrebalancer d'une certaine façon les forces internes démo-chrétiennes plus directement clientélistes imposant l'arrêt du processus de dissipation, de co-entraîner une part importante de la classe ouvrière hégémonisée par le PCI dans l'opération de rétablissement des critères d'entrepreneurs dans les grandes entreprises d'Etat, imposant au personnel démo-chrétien qui les détient un minimum de contrôle, enfin de donner force à l'exécutif pour proportionner les choix politiques aux nécessités présentes de la restructuration, à son dynamisme, en face duquel le monde politique fait figure de pachyderme. Les PCIstes qui idéologisent d'abord la centralité du parlement, à peine

1. Représente le courant politique d'Aldo Moro, compromis historique qu'Aldo Moro et Enrico Berlinguer ont essayé de construire en Italie.

associés au pouvoir, ont fait tout de suite tout leur possible pour le vider, donnant leur apport décisif à ce que la vie politique se développe toute au niveau du gouvernement, de commissions, de décrets, de corps séparés en dépendance directe à l'exécutif. Que se passe t-il, on se le demande, entre le débat politique sclérosé sur les centrales nucléaires et la rapidité avec laquelle le ministre de l'Industrie, pour le compte des administrations nucléaires italiennes, a mené à bien l'accord avec l'office d'Etat canadien ; que se passe t-il entre l'accord Fiat-Algérie pour la construction d'un gros établissement automobile dans un marché exceptionnel tel que le marché nord-africain et la décision de l'Etat au sujet du financement de l'opération ? Les rapports entre les organes de l'Etat et les multinationales publiques et privées sont de plus en plus directs et passent simplement les décisions à la ratification notariale du parlement.

Ce processus d'exécution a déjà été étudié dans le processus qui a amené à l'arrivée du fascisme. Poulantzas écrit : « Tandis que la forme démocratico-parlementaire de l'Etat semblait au premier abord encore intacte, les rapports entre la classe dirigeante et les autres classes d'une part et l'appareil étatique de l'autre avec les débuts du processus de fascisation, ne se passent plus à travers les partis politiques, mais acquièrent un caractère toujours plus direct... », ce qui a pour conséquence le durcissement du rôle des véritables organes d'Etat : de la police, de l'administration, de la justice et de l'exécutif. Ces organes d'Etat deviennent de plus en plus indépendants. De cette façon, l'organisation légale constitutionnelle se trouve renversée. Le pouvoir se déplace du parlement, d'où les partis se dirigent encore, aux mêmes organes d'Etat.

Les processus de transformation de l'Etat italien ne peuvent être vus isolément du contexte international, soit de par la forte dépendance commerciale et financière du capitalisme italien, soit de par les rapports toujours plus étroits que ses organes d'Etat entretiennent avec les autres organes européens, soit de par l'intégration militaire effective au niveau de l'OTAN, soit enfin dans la perspective concrète de l'Etat européen.

Les camarades de la RAF prévoient que la phase déterminante de la fascisation en Europe n'aura probablement lieu que lorsque celle-ci sera une tendance politique précise aux USA : « Aux USA, on peut déjà observer chaque jour les prémisses de ce développement... Quant à nous, il reste peu de temps ! » Dans la perspective de la constitution de l'Etat européen, par l'influence hégémonique qu'y jouera l'Allemagne Fédérale, les transformations qui arrivent dans l'Etat allemand se révèlent décisives et, en toute probabilité, le nouvel Etat européen se construira comme produit de la germanisation et avec une constitution